



Les toutes dernières nouvelles à l'heure du déjeuner

Nos bureaux:  
SUDBURY  
102 sud,  
rue Durham  
Tél. OS. 4-7591  
ou OS. 4-7592  
STURGEON FALLS  
Tél. 1035  
166, rue King

ÉDITION DU NORD

LE DROIT



Température: NEIGE; PLUS FROID  
Max. (aujourd'hui) - 23 Min. (cette nuit) - 10

L'ABERGE LUMBER

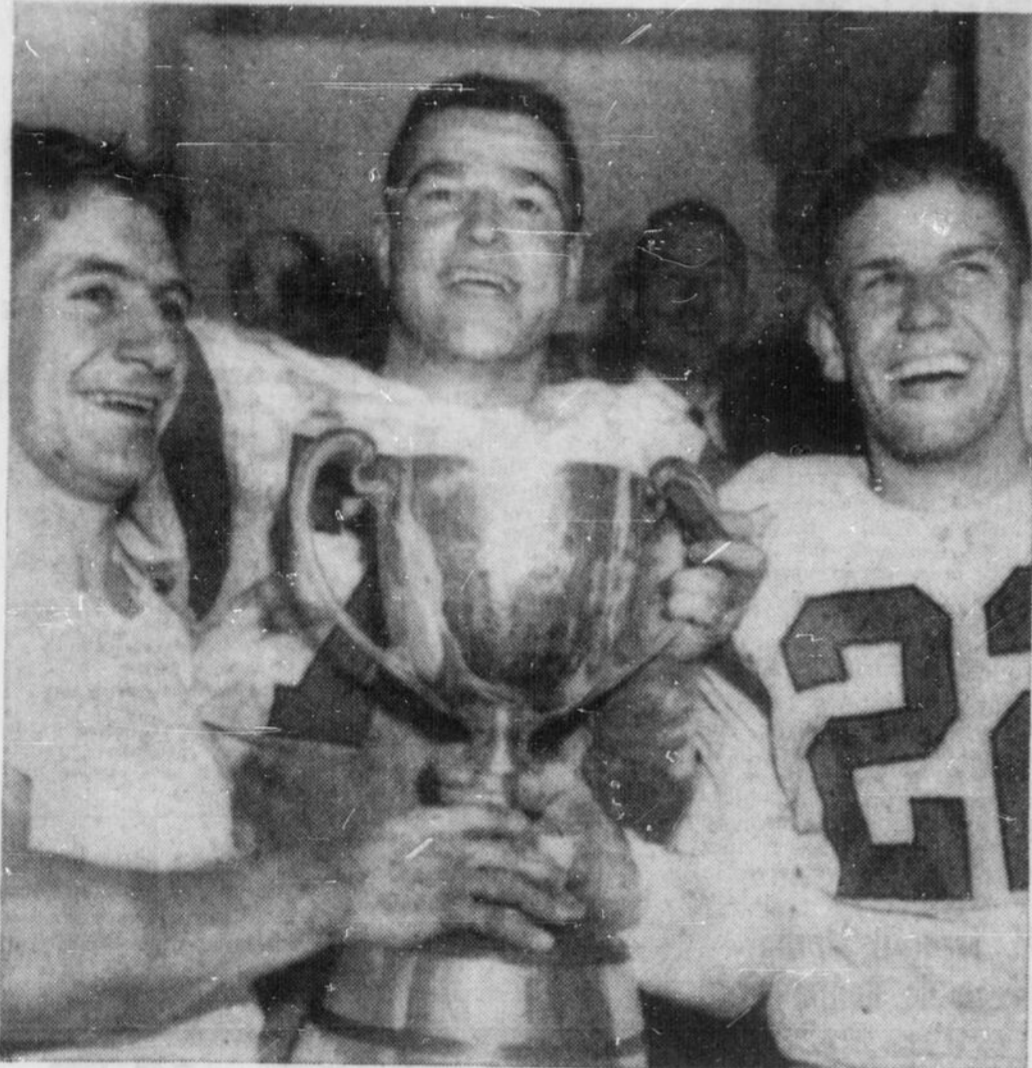
124, Louis, angle Notre Dame  
SUDBURY, Ont.  
Tél. OS. 5-8331  
144, rue Front,  
Sturgeon Falls, Ont.  
Tél.: 740

48e année — No 277

OTTAWA, LUNDI, 28 NOVEMBRE 1960

Le numéro: 10 cents

# Explosion de joie à Ottawa



LA COUPE AUX VAINQUEURS — Le demi arrière Ron Stewart, Lou Bruce et le demi arrière Gary Schreider posent ici avec la coupe Grey, remportée sur les Eskimos samedi.

d'Edmonton au compte de 16 à 6 par les Rough Riders d'Ottawa, lors de la partie de football de la coupe Grey à Vancouver samedi.



ARRET — George Brancato, d'Ottawa, applique un solide coup d'épaule sur J. B. Smith, d'Edmonton, alors que le quart-arrière des Eskimos complète une passe

durant la partie de la coupe Grey à Vancouver. Joe Conroy (25), des Rough Riders, accourt pour être sûr que l'arrêt sera réussi.

## Bruyantes manifestations dans les rues de la capitale

Les amateurs de football, d'Ottawa, heureux du succès de leurs porte-couleurs, ont donné libre cours à leurs sentiments, samedi soir.

Au moins 5,000 personnes ont envahi les rues du centre de la capitale et là, débordant de joie et d'enthousiasme, s'en sont donné à cœur joie pendant toute la soirée. Dès que le dernier sifflet eut annoncé la victoire des Rough Riders, la foule, comme par enchantement, s'est ralliée dans les rues centrales de la ville pour exprimer de vive voix son appréciation du retour de la coupe Grey à Ottawa.

La Sûreté municipale a effectué une vingtaine d'arrestations d'ordre mineur. On rapporte qu'une personne, M. Gaëtan Séguin, de la rue Courcelle, à Hull, dut être transporté à l'hôpital quand des jeunes gens, qui, probablement avaient plus de misère que d'autres à maintenir sous contrôle leur exubérance, s'en sont pris à la victime pour lui infliger quelques taloches.

La Sûreté a aussi dit que le dommage à la propriété ne fut pas trop élevé, quoiqu'il y eut quelques vitrines de magasins de brisées par des malfaiteurs inconnus.

C'est la plus grande démonstration d'hystérie populaire vue à Ottawa depuis le jour de la victoire en 1945.

La Commission de transport d'Ottawa a dû détourner les circuits normaux d'autobus pendant toute la soirée, puisque les rues Bank, Sparks, Wellington étaient bloquées jusqu'aux petites heures de la nuit.

Les marchands de la ville devront étaler de nouvelles décorations de Noël dans les rues de la ville puisque la foule a vite fait de s'en emparer et de les convertir à son propre usage. On a remarqué qu'un célébrant intrépide a déposé une canne de Noël dans les mains d'une des figures du cénotaphe, au carré de la Confédération.

Tous les agents de sûreté étaient en devoir durant la soirée pour maintenir la foule défilante.

Le Service municipal des incendies a déclaré qu'il n'y a eu qu'une seule fausse alerte durant cette démonstration, soit à 9h. 23, à l'intersection des rues Somerset et Bank.

## Victoire des Rough Riders sur les Eskimos d'Edmonton

VANCOUVER (Spéciale) — Devant une assistance décapotante de 36,592 spectateurs, au stade Empire de Vancouver, le club de la capitale canadienne, les Rough Riders, a défait les Eskimos d'Edmonton, qui étaient favoris pour l'emporter, au compte de 16 à 6 dans la coupe Grey.

### La partie

Les 41 dernières secondes de la partie n'ont pu être jouées à cause de l'enthousiasme débordant de quelques jeunes spectateurs. Un adolescent s'est élancé sur le terrain et s'est emparé du ballon, 41 secondes avant la fin du match. Son audace a incité des centaines de personnes à se mettre en frais immédiatement de jeter les poteaux de buts à terre, geste traditionnel à la fin des grandes parties de football. C'est la première fois qu'une partie de la coupe Grey est ainsi interrompue avant la fin.

Le match d'aujourd'hui a mis en valeur les qualités défensives des équipes en présence. En fin de compte, les Rough Riders ont eu l'avantage de passer par deux fois de première importance. Ottawa a recouvert deux de ses recouvrements et permissifs aux Rough Riders de compter. Par la suite, les Outaouais ont préservé leur avance en interceptant des passes près de leurs buts.

## Fête de l'indépendance en Mauritanie

Les habitants de la Mauritanie ont commencé à minuit à célébrer l'indépendance de leur pays. Ainsi prend fin l'empire colonial français en Afrique.

La victoire des Riders aujourd'hui était bien méritée. Le pointage final n'indique vraiment pas la qualité du jeu qui a offert l'équipe de la capitale.

Les joueurs de Frank Clair ont été absolument merveilleux à la défensive, ne permettant aucune bête et tenant l'attaque terrestre des Eskimos à presque rien.

Au cours de toute la partie, les Riders ont eu le meilleur du jeu, à l'offensive comme à la défensive. En dépit des échappés et des interceptions qui ont donné 10 points aux Riders, ceux-ci étaient vraiment d'une classe à part aux Eskimos. Les joueurs de l'Ouest n'étaient tout simplement pas de taille pour les Riders samedi après-midi.

Ce ne fut pas une partie spectaculaire. Ce fut une partie plutôt modérée et tranquille et on sentait que les deux clubs jouaient prudemment et que l'accent était porté sur la défensive. Cependant, les Rough Riders devaient démontrer dès le début qu'ils étaient les vrais champions du football au Canada. Jackie Parker, Johnny Bright et Normie Kwong ont été tenus en échec tandis que Thelen et Stewart récoltaient des verges à volonté pour Ottawa.

## 2 candidats à la mairie de North Bay

### Les 6 commissaires d'écoles séparées élus sans opposition

Par Jean-Guy BIGRAS  
NORTH BAY — Seulement deux candidats, les échevins Cecil Hewitt et Archie McLean, demeurant sur les rangs pour la course à la mairie de North Bay, lors des prochaines élections du 12 décembre. Des trois autres candidats, nommés à la séance de mise en nomination, vendredi soir, MM. Willard Richardson et Clarence Rennieck seront candidats à l'échevinage, tandis que M. John Kennedy ne se présentera pas, cette année.

En effet, cinq noms avaient été soumis à la mairie, lors de la nomination, présidée par le gérant de la municipalité, M. T.A. Frair. Au début, on aurait eu raison de croire que ces cinq contribuables allaient contester ce siège. Mais, durant la période de qualification, samedi, MM. Rennieck et Richardson ont choisi leur nomination au Conseil, tandis que M. Kennedy ne s'est qualifié à aucun poste.

Pour la première fois, dans l'histoire de North Bay, la mise en nomination pour la Commission des écoles séparées avait lieu en même temps que celles des autres postes et l'élection devait se faire aussi en même temps. Par ailleurs, seulement six candidats ont été nommés et ils ont ainsi été élus sans opposition. Il s'agit de MM. Vince Lecour, André Rivet, Raymond Côté, Félix Millette, Me A.E. Klein et le Dr G.J. McIntyre.

Les deux membres de la Commission de l'hydro, MM. A.T. Smith et Bruce H. McCubbin, ont été élus sans opposition.

Nombreaux à l'échevinage  
L'intérêt ne manquera certainement pas à l'échevinage du 24 des 34 candidats nommés sont demeurés sur les rangs. Parmi ceux-ci on compte le maire Merle E. Dickerson, qui a cédé sa place au poste de premier magistrat, et son épouse, Mme Vera Dickerson. Si élus, ceux-ci formeraient le premier couple marié à siéger au même Conseil municipal. M. et Mme Dickerson, qui sont actuellement à Tel Aviv, où le maire assiste au congrès international des maires et municipalités, ont laissé leurs lettres de consentement et de qualification, avant de quitter North Bay. Mme Dickerson avait également été nommée à la mairie, mais sa candidature n'a pu être acceptée à ce poste, puisqu'elle n'y avait pas consenti avant son départ.

Les autres candidats qui se sont qualifiés, samedi, sont: MM. R.J. Lehman, J.L. Shaw, G.E. Parker, J.R. Gorman, W. M. Russel, M. Brown, Carlo Lucenti, E.M. Quirt, M.L. Dennis, Clarence Rennieck, Willard Richardson, T. Salidas, Mme Nell Mallory, MM. J.J. Cangiano, Burke Kyle, Hartley Trussler, Gerald Cardinal, Monroe Habel, R.S. (Dick) Smith, Robert J. Marshall, Brian Edmunds et R.E. McIntosh.

Les huit commissaires des écoles publiques seront élus parmi les dix candidats suivants: Mme Sally Montagnes, MM. Alvin F. Moyer, John Mitchell, le Dr W.L. Boland, MM. Lorne Moore, Arthur J. Young, David Moran, fils, et Jack Bradford.

### Trois référendums

En plus d'apposer leurs votes pour les élections aux différents postes municipaux, les contribuables de North Bay auront à se prononcer sur trois autres questions. Déjà des campagnes appuyant ou s'opposant à ces trois projets sont commencées, et, on prévoit beaucoup d'intérêt porté aux élections municipales, cette année, à cause de ces trois plébiscites.

Premièrement, pour la troisième fois en une décennie les contribuables devront accepter ou refuser le mandat de deux ans pour les postes municipaux. A deux occasions antérieures, la majorité n'était pas en faveur de ce mandat de deux ans, mais, en 1958, le Conseil a tout le même passé un règlement, permettant le prolongement de ce mandat. Mais, cette année, il a été décidé de demander l'avis du peuple concernant ce mandat qui a déjà été mis à l'essai.

Une autre question, souvent demandée aux contribuables de différentes municipalités est celle des sports dominicaux. Les organisateurs sportifs favorisent un tarif établi d'admission, pour les sports amateurs, le dimanche. Plusieurs associations religieuses s'y opposent, revendiquant qu'une telle loi enlèverait la liberté qu'a l'homme de faire ce qu'il veut, le dimanche.

Aussi, surtout depuis l'avènement de la télévision, les groupes qui ont des intérêts dans les théâtres, demandent un changement dans la loi provinciale qui empêche l'ouverture de ces théâtres, le dimanche. Les contribuables de North Bay pourront se prononcer sur ce sujet, sans toutefois que cette décision affecte la loi provinciale. La question est posée de façon à diriger l'opinion du Conseil, au cas où la Législature ontarienne changerait ses règlements. Encore là, les autorités de certaines dénominations religieuses se sont opposées à ce projet.

## Le club Alouettes aurait été vendu

Par Louis ROCQUE  
"Le Droit" a appris, de sources dignes de foi, que les frères Maislin, de Montréal, auraient acheté le club de football Alouettes, la semaine dernière. Le prix de vente serait de \$350,000.

Les Maislin, propriétaires d'une des plus grandes entreprises de transport au monde, en sont à leurs débuts dans le monde sportif.

On s'attend à ce que la déclaration officielle se fasse dans un avenir rapproché, lorsque les éclats de la joute de la coupe Grey auront diminué quelque peu.

D'autre part, on annonçait sous peu que M. Ted Workman, l'ancien propriétaire des Alouettes aurait acheté les actions des Tiger-Cats de Hamilton que détenait le président de ce club, M. Jake Gaudaur.

On sait que, depuis quelques années, M. Gaudaur tentait d'effectuer l'achat de toutes les actions du club Hamilton, mais que son projet a toujours échoué. C'est pour cette raison que Gaudaur aurait vendu ses parts à Workman. On ignore quels seraient les plans de M. Gaudaur, à la suite de cette transaction.

"Le Droit" a pu rejoindre M. Syd Maislin, dimanche, mais ce dernier n'a pas voulu faire de déclaration, sauf à mettre qu'il y avait eu des rumeurs à cet effet, à Montréal.

"Pour le moment, a dit M. Maislin, nous nous contentons d'agrandir notre commerce de transport. La chose serait peut-être possible dans l'avenir, mais il n'en est nullement question immédiatement".

Cette transaction en expliquerait évidemment une autre: l'échange récent des joueurs Etcheverry et Patterson, des Alouettes pour Faloney et Paquette, des Tiger-Cats. On se souvient qu'au moment de la parution de cette nouvelle, le propriétaire Workman s'était absenté de Montréal. Il voulait probablement se dissocier de cette transaction, et de s'éviter des répercussions défavorables, aux yeux du public.

Union du Ghana et du Mali  
ACCEA, Ghana (Reuters) — Le président Kwame N'Krumah a fait savoir que le Ghana et le Mali avaient décidé de se soumettre à une administration commune.

Il a fait cette déclaration à son retour d'une visite au Mali.

M. N'Krumah a déclaré que le Ghana et le Mali étaient tombés d'accord sur plusieurs choses importantes, mais que leur décision de se soumettre à une administration commune "était la seule qu'il voulait annoncer pour le moment". Il s'est abstenu de tout autre commentaire.

## Assemblée des contribuables de Sturgeon Falls, ce soir

STURGEON FALLS — La campagne électorale, en vue des élections municipales du 5 décembre prochain, se déploie ce soir, lorsque les candidats présenteront leur programme, à la réunion générale de l'Association des contribuables de Sturgeon Falls, qui se tiendra à l'hôtel King Edward, commençant à huit heures.

Le bureau de direction de l'association a invité tous les contribuables à assister à cette réunion. Les rapports des activités de cette association seront émis, au cours de cette réunion.

Aussi, les trois candidats à la mairie, ainsi que les dix candidats au Conseil, auront l'occasion d'adresser la parole et d'y émettre leurs programmes pour l'année à venir.

Le maire actuel, M. Gustave Leblanc, recontera, cette année, l'opposition de M. Jean Vaillant, conseiller des années passées, et M. René Bourassa, un autre ancien conseiller et président de la Chambre de commerce du district de Sturgeon Falls. M. Vaillant est aussi président régional de l'Association de développement du Nord-Est de l'Ontario.

Au Conseil, cinq des conseillers de cette année, MM. John Valiquette, Chester MacGregor, Jean-Baptiste Allain, Roy Cockburn et Rhéal Savage, sont encore sur les rangs. Six autres candidats ont présenté leur candidature: M. Jean-Marc Lavoie, Edward Gretsinger, Jacques LaFonde, Gilbert Ouellette et Jean-Paul Ferlatte.

Les élections seront également chaudement contestées, aux Commissions scolaires et à l'Hydro.

Aux écoles séparées, les deux postes vacants sont contestés par six contribuables: MM. Napoleon Fournier, Julien Landriault, Alcide Lepage, le Dr Gérard St-Georges, MM. Azarie Landry et Jeannot Gagné.

Aux écoles publiques, sept candidats briguent les suffrages: MM. Walter Cockburn, David Glover, Sid Holmes, Arvo Korrell, Chester Moore, Ernest Jones et Norman Tomlin.

A la Commission de l'hydro, le président actuel, M. Bill Moylan, rencontrera l'opposition de M. François Clément.

VOIR AUTRES NOUVELLES DU NORD EN PAGES 2, 3, 5 et 7



ELECTIONS A NORTH BAY — M. Archie MacLean, à gauche, et M. Cecil Hewitt, deux échevins actuels de la ville de North Bay, brigueront les suffrages à la mairie de cette ville, aux élections municipales du 12 décembre. Le poste a été rendu vacant lorsque le maire Merle E. Dickerson a consenti à ne se présenter qu'à l'échevinage. Cinq candidats avaient été nommés, mais trois d'entre eux ne se sont pas qualifiés, samedi.

(Photo J.G. Bigras)

### Deux candidats à Widdifield; M. Martel quitte la lutte

WIDDIFIELD (De notre envoyé) — Un des candidats nommés au poste de préfet pour le canton de Widdifield, aux élections du 12 décembre prochain, M. Roland Martel, a démissionné, samedi après-midi, laissant les deux autres candidats, le préfet actuel, M. Jack Bolton, et le conseiller Wilfrid Brochu, se disputer ce poste.

M. Martel, qui avait été fait comme candidat au Conseil, l'an dernier, s'était qualifié, à la suite de la réunion des contribuables, tenue en l'école Trussler, vendredi soir. Samedi après-midi, M. Martel a décidé de se retirer.

Pour la première fois depuis plusieurs années, M. Jack Bolton rencontre un opposant à cette élection. Le conseiller Wilfrid Brochu, qui occupe actuellement la présidence du comité des finances de cette municipalité, disputera le siège de M. Bolton.

Les deux conseillers de cette année, MM. Mervyn St-Amant et Patrick Lamb, sont encore sur les rangs. Cinq autres candidats, MM. Ted

Dashnaw, Ben Herman, Donald King, Hub Fiddell et Mme Regina Whorley, se sont aussi présentés. Un conseiller de l'an dernier, M. M. E. McQuinty, a démissionné, ainsi qu'un autre contribuable que l'on avait présenté, M. Dave W. Reeves. Il y aura donc au moins deux nouvelles figures parmi les quatre conseillers, après 1961.

La seule autre élection qui se tiendra à Widdifield, le 12 décembre, concernera les écoles publiques. M. Betty Ménard, M. Richard Owen et M. Norman Thomas concourent pour les deux sièges vacants.

#### Réunion des contribuables

À la réunion des contribuables, tenue après la mise en nomination de vendredi dernier, le préfet, M. Jack Bolton, qui a détenu ce poste durant les deux dernières années, après avoir siégé un an au Conseil, n'a pas voulu dévoiler de programme. Il a déclaré qu'il y avait tant de choses à accomplir qu'il ne voulait pas en énumérer que quelques-unes.

Il a touché, toutefois, le sujet de l'annexion à la ville de North Bay, déclarant qu'il ne connaissait pas assez cette question actuellement pour en discuter. Il ajouta simplement qu'avec la coopération de la ville de North Bay, concernant différents services municipaux, cette annexion ne serait pas nécessaire.

M. Wilfrid Brochu, qui a dix ans d'expérience au Conseil et à la Commission des écoles séparées, a déclaré qu'il sera nécessaire d'avoir plus d'industries afin de ne pas augmenter les taxes. Il a aussi suggéré de réduire les coûts additionnels de l'éducation, pour des choses non nécessaires.

Trois contribuables, les conseillers Mervyn St-Amant et M. E. McQuinty, ainsi que M. Ted Washnaw, ont refusé leur candidature au poste de maire.

La seule dame à se présenter dans l'arène municipale de Widdifield, cette année, Mme Regina Whorley, qui a aussi été la seule personne à s'adresser en français et en anglais, a demandé aux contribuables de ne pas s'opposer à ce qu'une dame fasse partie du Conseil. Elle a déclaré qu'elle aurait pour but principal l'honnêteté et la justice.



**COLLISION FRONTALE** — Deux hommes ont été transportés à l'hôpital Saint-Joseph de Sudbury par les ambulanciers de la maison Villeneuve à la suite d'une violente collision frontale survenue vendredi soir sur la route 544, près du chemin Clarabelle. Il s'agit de Bertrand Valance, 580, boulevard Lassalle et Keith Jackson d'Azilda. Valance souffre de blessures à la poitrine, de lacerations au genou gauche et d'une

fracture possible de la jambe, alors que Jackson subit des coupures à la lèvre supérieure et au menton et une fracture possible à la mâchoire. L'agent Gordon McLeod de la Sûreté municipale de Sudbury a fait les constatations d'usage et a évalué les pertes matérielles à plus de \$1,000. Nous voyons ici la camionnette de Jackson.

(Photo Laurier Trahan)

#### LES WOLVES BATTUS

### Les Canadiens, Frontenacs et Royaux remportent chacun une victoire

Les Canadiens de Hull-Ottawa, qui ne veulent pas s'avouer vaincus sur leur propre glace, ont éclaté pour quatre buts en trois minutes et douze secondes hier après-midi, un record, pour triompher des Thunderbirds de Sault-Ste-Marie au compte de 5-3 dans une joute régulière de la Ligue professionnelle de l'Est.

Les Canadiens entraînaient de l'arrière par 3-1 quand ils ont explosé pour quatre buts, le premier à 12:34 et le dernier à 15:46, pour changer une défaite en victoire. Les Thunderbirds étaient ainsi à moins de huit minutes d'infliger une défaite aux Canadiens pour la première fois cette saison à Hull.

À Hull, Johnny Annable y est allé de deux buts tandis que Billy Carter, Cliff Pennington et Bobby Rousseau ont réussi les autres. Normand Guimond, Dusty Blair et Fred Hiltz ont compté pour les T-Birds. Rousseau a fourni des assists sur le 2e but des Canadiens et sur le but égalisateur compté par Pennington et il a compté le but victorieux.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

De plus, a-t-il ajouté, les libéraux ont reconsidéré la décision de l'administration de l'Union nationale et ils ont accordé à Mme Saint-Jean une pension de \$140 en date du 1er septembre 1960.

Le ministre a également fait état de quatre autres pensions de \$50 à \$100 par mois accordées par les libéraux à des personnes de Témiscamingue qui n'en avaient pas eues de l'Union nationale.

M. Lafrance a qualifié les propos de M. Larouche de "remords à retardement" et a annoncé la création d'un bureau de l'assistance publique dont M. Guy Carl est le directeur.

"Malgré des démarches qui auraient depuis deux ans, l'Union nationale n'avait pas voulu créer cet organisme, a-t-il prétendu. C'est une autre bombe qui éclate entre les mains de l'Union nationale", a ajouté le ministre.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

### L'hon. Lafrance rectifie des assertions de M. A. Larouche

QUEBEC (DNC) — Le ministre du Bien-être social de la province de Québec, M. Emilien Lafrance, a fait certaines rectifications à l'Assemblée législative concernant des accusations portées, jeudi soir, par M. André Larouche, député de l'Union nationale pour le comté de Témiscamingue.

Le ministre s'est levé au début de la séance en vertu de l'article 114, qui donne droit de réponse aux ministres de la Couronne.

M. Larouche avait prétendu que le nouveau gouvernement libéral, dès son accession au pouvoir, avait enlevé plusieurs pensions à des "miséreux" de son comté. Il avait alors nommé des noms.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

De plus, a-t-il ajouté, les libéraux ont reconsidéré la décision de l'administration de l'Union nationale et ils ont accordé à Mme Saint-Jean une pension de \$140 en date du 1er septembre 1960.

Le ministre a également fait état de quatre autres pensions de \$50 à \$100 par mois accordées par les libéraux à des personnes de Témiscamingue qui n'en avaient pas eues de l'Union nationale.

M. Lafrance a qualifié les propos de M. Larouche de "remords à retardement" et a annoncé la création d'un bureau de l'assistance publique dont M. Guy Carl est le directeur.

"Malgré des démarches qui auraient depuis deux ans, l'Union nationale n'avait pas voulu créer cet organisme, a-t-il prétendu. C'est une autre bombe qui éclate entre les mains de l'Union nationale", a ajouté le ministre.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

### Création d'un pool d'armes nucléaires

PARIS (Reuters) — La conférence des parlementaires de l'OTAN a recommandé la création d'un pool d'armes nucléaires sous l'égide de l'OTAN et d'une "brigade d'urgence" d'unités d'armes atomiques, et qui pourrait être déployée dans des régions explosives, le cas échéant.

Les parlementaires ont adopté ce samedi, à la fin d'une semaine de discussions. Leurs décisions seront soumises à l'étude des 15 gouvernements de l'OTAN, lors de la conférence des ministres de l'OTAN qui aura lieu ici le mois prochain.

Événement important — Avant le vote, le secrétaire général de l'OTAN, M. Paul-Henri Spaak, a parlé en faveur d'une force nucléaire pour l'alliance. Celle-ci serait indépendante de la force nucléaire américaine qui protège présentement les pays de l'OTAN.

M. Spaak est rentré vendredi de Washington, où il a eu des entretiens avec le président-élu, M. Kennedy et d'autres hauts personnages américains.

Nous sommes au seuil d'un événement très important, a-t-il dit. Les États-Unis feront sous peu une déclaration à ce sujet. M. Spaak a déclaré qu'il est essentiel que l'Ouest soit prêt à faire face au défi économique posé par les Soviétiques, dans les pays en voie de développement.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

La conférence a adopté d'autres résolutions réclamant une assistance économique plus considérable à l'endroit des pays sous-développés, la création d'un institut international des Sciences, en Europe occidentale, et la formation d'un organisme de coopération et de développement économique, groupant 20 nations.

Des milieux diplomatiques sont d'avis que le discours de M. Spaak annonçait d'une manière voilée des propositions qui seraient soumises par les États-Unis lors de la réunion du mois prochain.

### Subventions du Conseil des Arts

OTTAWA (PC) — Le Conseil des Arts du Canada a annoncé l'octroi de diverses subventions en faveur de groupes théâtraux.

Le Cercle Molière, de Saint-Basile, Man., reçoit \$4,500 qui contribueront à défrayer les dépenses d'une tournée de la troupe au Manitoba et en Saskatchewan.

Le conseil a annoncé l'octroi d'une subvention de \$20,000 à la Comédie canadienne de Montréal pour la réalisation de spectacles durant la présente saison.

La compagnie du festival de Stratford est l'objet d'une subvention s'élevant à \$40,000, dont \$15,000 serviront à assurer une tournée des artistes de Stratford dans 11 universités et collèges de l'Ontario et du Québec, en janvier 1962. Le reste du montant sera affecté aux dépenses de la saison théâtrale 1961.

Les Canadian Players de Toronto reçoivent une subvention de \$6,600, et le Festival national d'art dramatique \$8,000, pour des dépenses de voyage.

### Les Canadiens, Frontenacs et Royaux remportent chacun une victoire

Les Canadiens de Hull-Ottawa, qui ne veulent pas s'avouer vaincus sur leur propre glace, ont éclaté pour quatre buts en trois minutes et douze secondes hier après-midi, un record, pour triompher des Thunderbirds de Sault-Ste-Marie au compte de 5-3 dans une joute régulière de la Ligue professionnelle de l'Est.

Les Canadiens entraînaient de l'arrière par 3-1 quand ils ont explosé pour quatre buts, le premier à 12:34 et le dernier à 15:46, pour changer une défaite en victoire. Les Thunderbirds étaient ainsi à moins de huit minutes d'infliger une défaite aux Canadiens pour la première fois cette saison à Hull.

À Hull, Johnny Annable y est allé de deux buts tandis que Billy Carter, Cliff Pennington et Bobby Rousseau ont réussi les autres. Normand Guimond, Dusty Blair et Fred Hiltz ont compté pour les T-Birds. Rousseau a fourni des assists sur le 2e but des Canadiens et sur le but égalisateur compté par Pennington et il a compté le but victorieux.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

De plus, a-t-il ajouté, les libéraux ont reconsidéré la décision de l'administration de l'Union nationale et ils ont accordé à Mme Saint-Jean une pension de \$140 en date du 1er septembre 1960.

Le ministre a également fait état de quatre autres pensions de \$50 à \$100 par mois accordées par les libéraux à des personnes de Témiscamingue qui n'en avaient pas eues de l'Union nationale.

M. Lafrance a qualifié les propos de M. Larouche de "remords à retardement" et a annoncé la création d'un bureau de l'assistance publique dont M. Guy Carl est le directeur.

"Malgré des démarches qui auraient depuis deux ans, l'Union nationale n'avait pas voulu créer cet organisme, a-t-il prétendu. C'est une autre bombe qui éclate entre les mains de l'Union nationale", a ajouté le ministre.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

De plus, a-t-il ajouté, les libéraux ont reconsidéré la décision de l'administration de l'Union nationale et ils ont accordé à Mme Saint-Jean une pension de \$140 en date du 1er septembre 1960.

Le ministre a également fait état de quatre autres pensions de \$50 à \$100 par mois accordées par les libéraux à des personnes de Témiscamingue qui n'en avaient pas eues de l'Union nationale.

M. Lafrance a qualifié les propos de M. Larouche de "remords à retardement" et a annoncé la création d'un bureau de l'assistance publique dont M. Guy Carl est le directeur.

"Malgré des démarches qui auraient depuis deux ans, l'Union nationale n'avait pas voulu créer cet organisme, a-t-il prétendu. C'est une autre bombe qui éclate entre les mains de l'Union nationale", a ajouté le ministre.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

De plus, a-t-il ajouté, les libéraux ont reconsidéré la décision de l'administration de l'Union nationale et ils ont accordé à Mme Saint-Jean une pension de \$140 en date du 1er septembre 1960.

Le ministre a également fait état de quatre autres pensions de \$50 à \$100 par mois accordées par les libéraux à des personnes de Témiscamingue qui n'en avaient pas eues de l'Union nationale.

M. Lafrance a qualifié les propos de M. Larouche de "remords à retardement" et a annoncé la création d'un bureau de l'assistance publique dont M. Guy Carl est le directeur.

"Malgré des démarches qui auraient depuis deux ans, l'Union nationale n'avait pas voulu créer cet organisme, a-t-il prétendu. C'est une autre bombe qui éclate entre les mains de l'Union nationale", a ajouté le ministre.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance, j'ai constaté qu'une seule pension avait été enlevée dans Témiscamingue, ces mois derniers. Il s'agit de la pension de mère nécessaire de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1er juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration.

De plus, a-t-il ajouté, les libéraux ont reconsidéré la décision de l'administration de l'Union nationale et ils ont accordé à Mme Saint-Jean une pension de \$140 en date du 1er septembre 1960.

Le ministre a également fait état de quatre autres pensions de \$50 à \$100 par mois accordées par les libéraux à des personnes de Témiscamingue qui n'en avaient pas eues de l'Union nationale.

M. Lafrance a qualifié les propos de M. Larouche de "remords à retardement" et a annoncé la création d'un bureau de l'assistance publique dont M. Guy Carl est le directeur.

"Malgré des démarches qui auraient depuis deux ans, l'Union nationale n'avait pas voulu créer cet organisme, a-t-il prétendu. C'est une autre bombe qui éclate entre les mains de l'Union nationale", a ajouté le ministre.

Après avoir relevé les documents concernés, a dit M. Lafrance

## Assemblée le 7 décembre

NORTH BAY — Il y aura assemblée des contribuables, le mercredi 7 décembre prochain, à l'hôtel de ville de North Bay, concernant les prochaines élections municipales, dans cette localité. M. Bruce Goulet, président de la Chambre de commerce, de North Bay, présidera cette assemblée.

C'est facile, c'est profitable de placer une annonce classée dans les pages de l'Édition du Nord du "Droit".

**ANNONCES CLASSÉES**  
Cents le mot minimum 40 cents

**PERSONNEL**  
N'ACHETEZ plus de films, épargnez jusqu'à 80% pour le développement de vos films! Voici les détails: noir et blanc, film à 8 poses: incluez 95c et vous recevrez vos photos plus un film d'une valeur de 60c. Donc vous ne payez que 35c pour vos photos. Film à 12 poses: incluez \$1.25 et vous recevrez vos photos plus un film gratuit. Film 35 mm. à 20 poses: incluez \$2.50 et vous recevrez vos photos plus un film gratuit. Couleur. Film à 8 poses: incluez \$4.25 et vous recevrez vos photos en couleur plus un film gratuit. Film 35 mm. à 20 poses: incluez \$16.25 et vous recevrez vos photos plus un film gratuit. Anachronisme et échelle — tout format: incluez \$1.50 (aucun film gratuit). Envoyez votre film avec le paiement en argent ou mandat-poste à Gaston's Photography, Boîte postale 884, North Bay, Ontario.

**A VENDRE**  
MAISON 5 appartements, 232 Carrié, Sturgeon Falls. Pour renseignements téléphoner 581R.

**PORTEURS DEMANDES IMMEDIATEMENT A SUDBURY**

• Excellentes courses dans toutes les sections de Sudbury et région.  
• Commission intéressante  
S'ADRESSER EN PERSONNE AU BUREAU DU JOURNAL LE DROIT  
102 sud, rue Durham Sudbury — Tél.: OS. 4-7591

**Hector Soublière, B.A., LL.L.**  
AVOCAT — NOTAIRE  
202, rue King 269, rue Main O.  
Tél. 44 Édifice Sibbitt  
STURGEON FALLS Tél. GR 2-6440  
NORTH BAY

**AGENCE SOULIERE**  
LITEE ASSURANCE HYPOTHEQUES  
IMMEUBLES  
Tél.: GR. 2-2490  
432, rue Main Est North Bay

**M. LUCIEN LEBLANC, M.R.A.I.C. Architecte**  
désire annoncer l'ouverture de son bureau à  
**4 nord, rue Durham Edifice MacKey - Suite 208**  
SUDBURY, Ont. — Tél.: OS. 5-5991

INTERESSANT...  
INSTRUCTIF...  
DIVERTISSANT...

**5 minutes de MEILLEUR FRANÇAIS**

Réalisé et animé par **M. LEO BRODEUR**  
12 h. 10 P.M. professeur de l'Université  
LUNDI au VENDREDI Laurentienne

**CFBR L'ANTENNE FRANÇAISE DE SUDBURY ET DU NORD**

## Présentation des candidats à Chelmsford

CHELMSFORD (DNC) — Il y eut nomination, vendredi le 25 novembre, à l'auditorium de l'école St-Joseph. Son honneur le maire J.-A. Gratton assura la population de son désir de siéger pour un autre terme au Conseil de ville de Chelmsford, afin de terminer ce grand projet en cours qui est l'installation des égouts. Au cours de l'année, il y aura également la rénovation du système de pompage, ce qui assurera une eau plus potable. M. Gratton a aussi ajouté qu'on prévoit également un grand développement commercial. MM. A.-E. Vaillancourt et Laurent Lalonde ont aussi été présentés à la mairie. Ce dernier, aussi nommé comme échevin, expliqua qu'il n'avait pas l'intention de se présenter au poste de maire et M. Vaillancourt n'avait pas encore pris de décision.

Les conseillers dont le mandat se termine sont MM. Zénon Goudreau, Urgel Rhéaume et Lionel Chevrier. Tous se présentent de nouveau. Plusieurs autres nominations ont en outre été faites. Ce sont MM. Angelo McDonald, Laurent Lalonde, Maurice Cazaban et Bernard Cayen. A la même occasion, ont lieu la nomination des commissaires aux écoles séparées et publiques. Aux écoles séparées, ont été nommés MM. Patrick Kelly, Marcel Rodrigue, Norbert Mauville, Thérèse Solie, Alfred Roy, Jean Bernier, Wilfrid Lafleur, Emilien Vaillancourt, A. J. de Finney et Wilfrid Brosseau.

Pour les écoles publiques, les noms suivants ont été présentés: MM. James Huston, Jarvis Weir, O. Barton et Charles Calabakus.

## Gouvernement travailliste renversé

WELLINGTON, N.-Z. (PA) — Le parti National de Keith Holyoake, qui préconise l'encouragement à l'entreprise privée, a renversé le dernier gouvernement travailliste du Commonwealth britannique, aux élections générales de la Nouvelle-Zélande, samedi.

Le premier ministre Walter Nash, dirigeant du parti travailliste, a concédé la victoire après que les premiers résultats eurent indiqué une tendance marquée en faveur du parti National, a rapporté l'agence Reuters.

Le premier ministre, âgé de 78 ans, a admis la défaite de son gouvernement alors que le parti National réalisait six gains et ne subissait aucune perte. Le nouveau gouvernement détiendra 45 sièges et l'opposition travailliste, 35.



UNE FORTE DELEGATION du local 637 de Port Colborne a assisté samedi soir au banquet et à la danse annuelle des officiers syndicaux du local 598. Parmi cette délégation il y avait quelques-uns des nouveaux officiers du 637, élus à l'élection générale mardi dernier. De gauche à droite: Don McNabb, vice-président du 598, Herb Mityon, officier syndical, 598, Maurice St-Louis, commissaire, local 637 et Mickey Pine, du local 637.



LE BANQUET ANNUEL des officiers syndicaux du local 598 du syndicat International des mineurs, bocardiers et fondeurs, organisé indépendamment, avait lieu samedi soir dernier à la salle du local 598. Ce fut une très belle réussite car environ 600 personnes y assistaient. Un programme de variétés faisait suite au banquet. Une danse a clôturé l'affaire. Parmi les invités d'honneur on remarquait le président national et le président régional du Mine Mill ainsi que le maire de Sudbury. De gauche à droite: W. R. Edgar, maire de Sudbury, Gaspard Buscaro, représentant du local 637 de Port Colborne sur le bureau du district 2, et Don Gillis, président du local 598.

## Produire plus pour notre propre usage

Par Gérard TARDIF  
TORONTO (De notre envoyé spécial) — "Nous devons produire en plus grande quantité les produits destinés à notre propre usage de même que ceux que nous destinons à l'exportation," a déclaré vendredi l'hon. Leslie Frost, premier ministre de l'Ontario, à un déjeuner tenu à l'hôtel Royal York, à l'occasion de la conférence de développement industriel d'Ontario.

Non seulement doit-on consommer davantage de nos propres produits, mais il est essentiel que "nous ayons l'initiative de produire à un coût moindre" afin de soutenir la concurrence surtout des pays d'Europe et d'Asie qui ont connu un développement industriel immense au cours des dernières années.

"Un des besoins urgents de notre pays, c'est d'augmenter notre commerce extérieur et nos exportations vers le Royaume-Uni et les blocs commerciaux d'Europe et d'Amérique du Sud", a expliqué le premier ministre d'Ontario.

"Même si notre constitution accorde au gouvernement fédéral le contrôle sur les accords commerciaux internationaux, les tarifs douaniers, les taux d'échange et en somme tout le champ du crédit bancaire, la province d'Ontario est tout de même entièrement disposée à collaborer pleinement afin de créer ce front commun nécessaire si nous voulons relever le défi et prendre avantage des occasions magnifiques qu'offre le monde changeant dans lequel nous vivons."

Nouveau ministre  
Une des mesures prises par le gouvernement ontarien, c'est

d'établir les objectifs à atteindre dans l'avenir... Le gouvernement peut jouer son rôle en augmentant le nombre de travaux publics afin de réduire le chômage. Cependant, ces mesures ne sont que temporaires. La vraie réponse doit venir de l'industrie et des travailleurs. La coopération des unions ouvrières est indispensable.

Cette réorganisation comprendra la formation d'une division de recherches des produits, dont la fonction principale sera de stimuler la production et l'emploi dans les industries présentes d'Ontario et d'encourager la transformation des matières premières à l'intérieur de la province.

Le premier ministre de la province a repris, dans son discours, les parties du discours du trône qui traitait de l'importance de développer le commerce afin de réduire le chômage, en créant de nouveaux emplois.

"Nous sommes à l'aube d'une nouvelle décennie. Il est bon de faire une revue de nos positions, de consolider les progrès réalisés ces dernières années et

de faire une revue de nos positions, de consolider les progrès réalisés ces dernières années et

**1/2 prix pour pneus neuf d'hiver**

Avec chaque paire de pneus **Town & Country** VOS DEUX CHAMBRES A AIR **GRATIS!**  
Pneus T & C rechapés à aussi peu que \$25.00 la paire

**EDWARDS**  
DIVISION DES PNEUS RECHAPES,  
45, sur Elm-ouest  
Conditions budgétaires. Stationnement gratuit.

## 4 candidats à la mairie de Balfour

CHELMSFORD (DNC) — Il y eut nomination à la mairie, pour le canton de Balfour, vendredi le 25 novembre, à la salle du Conseil de ville, de Chelmsford.

Son honneur le maire Edgar Bradley entend bien rester sur les rangs. Il y eut cependant trois nouveaux candidats de présentés: M. Roland Mainville, Mme Evangéline Pilon et M. Léonard Thériault.

M. Bradley parla du garage municipal qui sera entièrement payé comptant et de la salle municipale actuellement en voie de construction pour laquelle le Conseil approuva des obligations de \$21,000 payables en 10 ans. Cette obligation sera la seule dette du Conseil, payable à longue échéance. Il fit remarquer que l'évaluation municipale a augmenté de \$80,000 et qu'en général la situation financière du canton est excellente.

M. Thériault demanda l'appui des gens, car a-t-il dit, "des changements s'imposent dans l'administration de notre Conseil. Aussi, ajouta-t-il, il y aurait moyen de faire une répartition plus équitable des dépenses du Conseil."

M. Roland Mainville présenté à la mairie et aussi à l'échevinage, affirma que des travaux sur les routes du canton seront

## "Universe" et "Wolf Trap" au Elgin dimanche

La Société du film d'Ottawa présentera à 3h. et à 8h. 30 au cinéma Elgin, dimanche: "Universe", un film de 28 minutes dirigé par Roman Kroitor et Colin Low et où il est question de la science spatiale.

On y verra également une production technique de 1957 "Wolf Trap" (Vici Jama). Ce film de 95 minutes est dirigé par Jiri Weiss et a gagné le prix du Festival du film de Venise en 1958. L'histoire d'un homme marié qui tombe en amour avec une jeune orpheline qui habite chez lui.

faits selon le besoin. Il appuya le maire actuel dans la construction de l'hôtel de ville, car a-t-il dit pourquoi payer loyer à Chelmsford pour nos assemblées et le loyer pour le bureau du secrétaire à Chelmsford, alors que nous sommes des gens de Balfour. Nous aurons tous ces services dans notre nouvelle salle. Il félicita les gens d'être venus en aussi grand nombre et souhaita une aussi bonne assistance à toutes les séances du Conseil. "Nous serons plus à l'aise pour délibérer et les gens seront au courant de ce qui se passe", a-t-il ajouté.

Les candidats à l'échevinage sont MM. Noël Leroux, Alfredo St-Onge, Roland Mainville, Joffre Boudreau et Rémi Lelair.

## Un enfant se noie dans la Rideau

On a porté en terre lundi matin au cimetière Notre-Dame d'Ottawa, après une cérémonie des Anges, à 10 heures, à Sainte-Anne, le petit Guy Larocque, fils âgé de 4 ans de M. et Mme Gérard Larocque, 49, Heney, qui s'est noyé dans la rivière Rideau vendredi après-midi et dont le corps a été retrouvé par deux agents (hommes-grenouilles) de la Sûreté municipale samedi après-midi.

La disparition de l'enfant avait été constatée tôt vendredi soir par sa mère, Mme Claire (Ouellette) Larocque, qui avait alerté la police vers 6 h. 30. Le corps a été retrouvé en bas de la falaise de la rue Wurtemberg entre les ponts Saint-Patrice et Cummings. Le Dr W. Thomas Kendall, coroner a fait l'autopsie et complètera l'enquête plus tard.

**MACHINE à COUDRE SINGER**  
VENTE & SERVICE  
169, rue Front-Tél. 404 Sturgeon Falls

**J. P. RAYMOND**  
Assurance Feu — Auto — Vie  
147, rue Notre-Dame, SUDBURY. Téléphone: OS. 3-6832  
VERNER, Ontario. Téléphone: Verner 33

**CHAMPION FUELS**  
05 5-8366

**Pneus rechapés NEUFS**  
toute température  
**Firestone Town & Country**  
AU ROULEMENT SILENCIEUX  
Meilleure prise sur la neige Dérapage moins sur la glace  
Plus sûr quand il pleut Meilleur rendement dans la boue

**STURGEON FALLS INSURANCE AGENCY LTD.**  
Téléphone 121 ou 820 — Sturgeon Falls, Ont.  
UN SERVICE D'ASSURANCE COMPLET

**ASSURANCE AUTOMOBILE A QUEL PRIX???**

Saviez-vous que, comme fermier, vous pouvez obtenir une réduction considérable à votre prime d'assurance?  
Pour bénéficier de ces avantages, complétez ce questionnaire et retournez-le aujourd'hui, sans aucune obligation de votre part:

**S. V. P. REPONDEZ PAR UN X**

AUTO	CAMIONNETTE	SORTE	ANNEE
ACCIDENT DEPUIS 3 ANS	OUI	NON	
CHAUFFEUR MOINS DE 25 ANS	OUI	NON	
SI OUI... QUI ?			
ETES-VOUS ASSURE ?	OUI	NON	
SI OUI... Ma présente police expire en			
JAN	FEV	MARS	AVRIL
JUIL	AOUT	SEPT	OCT
NOV	DEC		
Préférez-vous une police de 6 mois ou d'un an?	6 mois	12 mois	

— OUI, FAITES-MOI PARVENIR GRATIS UN CALENDRIER POUR L'ANNE PROCHAINE.

**STURGEON FALLS INSURANCE AGENCY LTD.**  
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_



**M. LEO SAVAGE**  
Huit personnes sont au rang pour le Conseil du canton. Il s'agit de MM. Normand Rochefort, Alcide Perron, Arthur Laferrrière, Lionel Daoust, William Troy, William Durrell, Merle Dickerson et Rhéal Currière. M. Dickerson, qui est conseiller, cette année, a consenti à sa nomination, avant de partir pour Tel Aviv, dernièrement.

et le réseau français de radio-canada

**tovaritch miville**  
tous les matins

**CFBR à 9 heures SUDBURY**  
L'ANTENNE FRANÇAISE DU NORD A SUDBURY

"L'avenir est à ceux qui luttent."

LE DROIT

Fondé le 27 mars 1913

Journal totalement dévoué aux intérêts de l'Eglise et de la Patrie et indépendant en politique



Le Droit est publié par le Syndicat d'Œuvres Sociales Limitée, 375, rue Rideau, Ottawa

SERVICES TÉLÉGRAPHIQUES: PRESSE CANADIENNE, PRESSE ASSOCIÉE, AGENCE REUTERS

Seule la Presse Canadienne est autorisée à réimprimer les dépêches du Droit attribuées à la Presse Canadienne à la Presse Associée et à l'Agence Reuter ainsi que les informations locales. Tous droits de reproduction des dépêches particulières au Droit sont également réservés.

Autorisé comme envoi postal de deuxième classe Ministère des Postes, Ottawa.

Membre de l'Audit Bureau et Circulations et de l'Association des Éditeurs de Quotidiens Canadiens

# Taux d'intérêts exorbitants exigés pour l'habitation

L'Opposition se trouve dans une position assez embarrassante en ce qui concerne les modifications que le gouvernement désire apporter à la Loi nationale sur l'habitation—augmentation du montant des prêts, réduction du versement initial, prolongement de la période de remboursement, etc.

D'une part, libéraux et sociaux-démocrates voient dans le plan, avec raison, de graves défauts; d'autre part, ils y voient beaucoup de bon. Si chacun se met à protester contre les défauts, l'adoption du bill tardera. On les accusera alors d'avoir retardé l'application des bonnes mesures que le plan contient. Libéraux et sociaux-démocrates ont déjà insisté sur l'état d'urgence et sur le fait que le programme est déjà en retard.

C'est ce qui paraît expliquer qu, jeudi, seulement deux libéraux ont dit ce qu'ils pensaient du plan: M. J. R. Garland, de Nipissing, et M. Paul Hellyer, de Toronto-Trinity. M. Hazen Argue, leader du PSD, a également fait part de ses opinions.

Opinions généralement fort justes. C'est un fait que, si le programme fédéral est de nature à stimuler l'industrie de la construction et à créer des emplois, il est présenté trop tard pour exercer ses pleins effets dès cet hiver. Il aurait fallu adopter le bill à la dernière session.

C'est un fait aussi que le maintien des taux d'intérêts jette beaucoup d'ombre au tableau. M. Garland a parfaitement raison de dire que les taux actuels (6 1/2 p. 100) sont "exorbitants".

Songez que, à 6 1/2 p. 100 d'intérêts, une maison de \$15,000 coûtera à son propriétaire, au bout de 35 ans, la somme de \$37,754, soit plus du double. Les intérêts s'élèveront à \$22,476. Un jeune homme de 30 ans qui s'achèterait une maison de \$15,000 — et les maisons de \$15,000, au moins dans la région d'Ottawa, ne sont pas précisément luxueuses de nos jours—s'engagerait à payer jusqu'à l'âge de 65 ans la somme d'environ \$1,079 par an, sans compter les taxes qui augmentent sans cesse, le coût des améliorations et réparations, etc.

# M. Net, le dimanche, à Hull

La question du repos dominical semble à l'ordre du jour. Il y a quelque temps à peine, les Syndicats nationaux s'opposaient au travail le dimanche dans les industries papicères pour des fins de production. Le premier ministre Lesage s'est dit totalement opposé au travail dominical. Cette déclaration a rassuré les gens qui ont encore des principes religieux.

Fait étonnant, un commerce non indispensable demeure ouvert à Hull, comme le rapportait "Le Droit", cette semaine. Certains prétexteront que les clients ne dépensent pas beaucoup d'activité, comme il s'agit d'une banqueroute automatique. D'après ce raisonnement, il faudrait abandonner le repos dominical, car l'automatisation progresse à un rythme accéléré dans tous les domaines.

Il n'en demeure pas moins disgracieux de voir des gens le dimanche, sacs à linge en main, se diriger vers l'établissement où des lessiveuses et sècheuses automatiques sont constamment en marche. Comme exemple de respect pour le repos dominical, c'est très déplorable. Il est inconcevable que dans une semaine de 168 heures, les gens qui ne veulent pas "laver leur

# Fait français dans le Nord

Il y a quelque temps, le Nord de l'Ontario accueillait un éminent visiteur en la personne du R. P. Gustave Lamarche, c.s.v., de l'Académie des lettres canadiennes-françaises et l'un des auteurs de l'histoire du Canada "Farley-Lamarche". Invité à parler au club Richelieu de Sturgeon Falls, le R. P. Lamarche a fait part de sa grande surprise de découvrir dans cette partie du pays un fait français véritable et considérable.

"Il existe une évidence de bonne vie française dans le Nord de l'Ontario. Je suis heureusement surpris de cette constatation et je dois avouer franchement que je m'attendais à beaucoup moins. J'étais ignorant de cet état de choses et, sachant la faiblesse humaine, je craignais une réelle influence anglo-saxonne dans nos milieux français de l'Ontario. Vous n'avez pas seulement conservé votre langue, mais aussi votre mentalité française et latine".

Le Père Lamarche a déploré le fait que les Québécois ne donnaient pas toujours l'exemple. Il a soutenu que les Franco-ontariens avaient raison d'afficher une certaine honte en constatant l'influence anglo-saxonne qui étend de plus en plus son emprise sur le Québec.

Parmi les quelques recettes que le conférencier a suggérées à son auditoire, nous tenons à rappeler l'impor-

Evidemment, bien des gens ne s'arrêteront pas à cet aspect du problème; c'est pourquoi nous disons que, en dépit des taux d'intérêts très élevés, le plan fédéral stimulera la construction et les ventes, réduisant ainsi le chômage.

Mais d'autres s'y arrêteront — et avec raison. Un jeune homme de 30 ans, marié depuis peu, projetant d'élever une famille et ne gagnant qu'un salaire moyen, n'aura pas besoin d'être particulièrement craintif pour refuser de se lier ainsi pendant 35 ans. Il n'aura qu'à songer au coût croissant de l'éducation, à la hausse incessante des taxes municipales, scolaires et autres, aux frais de médecins et de pharmacie pour décider de demeurer à louer. D'ailleurs, les perspectives économiques en général ne sont pas tellement roses, quoi qu'en dise le gouvernement au pouvoir. Outre le chômage, il y a le commerce extérieur qui pose de graves problèmes.

Et ce jeune homme, s'il est quelque peu fier, se demandera inévitablement: "Qui profitera de ces \$22,476 que je verserai en intérêts pour le plaisir de dire que la maison que j'habite est la mienne? Quelques grandes sociétés qui ont déjà tant d'argent qu'elles ne savent pas quoi en faire?"

Il aura parfaitement raison de se poser la question. Etant donné les intérêts qu'on exige, c'est à se demander si l'on construit d'abord pour fournir des maisons convenables aux familles qui n'en ont pas, ou bien pour enrichir davantage des gens qui sont déjà riches. On ne paraît pas construire en fonction de la famille, mais en fonction de l'industrie, de la grosse finance.

Enfin, en maintenant les taux à 6 1/2 p. 100 et en prolongeant la période de remboursement, on hypothèque davantage l'avenir du pays. Les Canadiens seront mieux logés, mais seront endettés plus que jamais. Les économistes qui se demandent où cette fausse prospérité va nous conduire, ont bien raison d'être inquiets.

Jean TAILLEFER

linge sale en famille" ne trouvent pas le moyen de faire ce genre de travail pendant les 144 autres heures qui restent en dehors du dimanche.

Quant à l'établissement lui-même, il est bel et bien commercial et on profite de l'occasion pour faire de l'argent, le jour du Seigneur. Certains ont allégué que les restaurants demeureraient ouverts, le dimanche. La loi fédérale à ce sujet prévoit des travaux nécessaires. On ne peut laisser mourir les gens de faim. Mais, parmi les services indispensables ne figurent pas les buanderies même libre-service.

Il est inconcevable que le Conseil municipal ait toléré un tel état de choses. Les échevins qui ont protesté au début méritent des félicitations pour leur attitude. S'il faut amender un règlement pour faire disparaître cette disgrâce dans la ville de Hull, nos édiles peuvent facilement le faire. Cet amendement ne sera pas plus difficile que quand on veut permettre des établissements commerciaux dans des centres résidentiels.

Il est regrettable qu'au sujet du repos dominical, le meilleur exemple nous vient parfois des protestants.

Gérard BERNIER

tance de l'étude de l'histoire. "Celui qui ne connaît pas l'histoire de son pays ne se connaît pas lui-même. Il est forcé de se renier lui-même et de renier sa personnalité nationale", de dire le P. Lamarche.

Un autre point de la conférence mérite aussi notre attention et se passe de commentaires, à savoir que pour l'édification d'une génération puissante, il ne suffit pas de former des techniciens et des ingénieurs, mais aussi des classiques et des penseurs.

Soulignons enfin que le Père Lamarche est d'avis que le diction qui depuis des générations veut que la langue soit gardienne de la foi, au pays du Québec et surtout chez les minorités franco-ontariennes à l'extérieur de cette province, ne trouve plus entièrement sa réalité, aujourd'hui. Selon lui, il faudrait plutôt affirmer que la foi est la gardienne de la langue.

L'excellent témoignage du Père Lamarche est tout à l'honneur des Franco-ontariens du nord de notre province. Il ne faudrait pas cependant oublier le dernier conseil du conférencier: "N'abusez pas toutefois du compliment que je viens de vous faire" Il est avertissement est tout un programme pour l'avenir.

Gérard BERNIER

# XXVe anniversaire de la J.E.C. canadienne

La Jeunesse étudiante catholique du Canada fête cette année son vingt-cinquième anniversaire. C'est un événement qui mérite d'être souligné. En 1935, une poignée d'étudiants et d'éducateurs lançaient le mouvement de la Jeunesse étudiante catholique. En janvier de cette année, un journal mensuel pour les étudiants faisait son entrée dans les collèges. Il s'appelait JEC et s'était donné comme mot d'ordre cette parole de Pie XI: "Les apôtres des étudiants seront des étudiants".

Le ton du premier numéro de JEC est incisif et provocant: "On ne peut nous laisser davantage sous le chloroforme des préjugés et du bourrage de crâne anti-chrétien. La JEC crève le raiement de la jeunesse étudiante; à notre vieux idéal chrétien", c'est dans cet esprit de conquête et de ferveur que la JEC canadienne s'affirme pour la première fois sur le plan national. Des expériences locales à Chambly (1933) et Ottawa (1934) avaient montré la possibilité et la nécessité d'une Action catholique étudiante.

Un journal qui rejoint d'un coup 3,500 garçons et filles de plusieurs coins du pays, voilà de quoi changer la physiologie du milieu étudiant canadien. Les étudiants prennent graduellement conscience de ce qui se fait ailleurs; par l'intermédiaire des divers chroniques on apprend à communiquer ensemble. JEC devient plus qu'un trait d'union: il jette le germe d'une force étudiante appelée à grandir constamment avec les années.

En posant les assises d'un mouvement d'Action catholique étudiante, les fondateurs de la JEC avaient établi du même coup un réseau de relations d'amitié et de fraternité entre les maisons d'enseignement.

# Au jour le jour

Une nouvelle tactique

Il y a deux semaines, nous écrivions: "L'aide économique, financière et technique aux pays sous-développés est aujourd'hui un des principaux moyens sur lesquels l'URSS et la Chine de Mao comptent pour évincer l'influence occidentale des nouveaux Etats indépendants d'Asie et d'Afrique et les amener à soutenir leur politique internationale."

Ce que le président du Comité d'études économiques, le sénateur Jacob Jarvitz, de l'Etat de New York, a déclaré à la réunion des parlementaires de l'OTAN, le confirme une fois de plus. Selon M. Jarvitz, l'assistance russe et chinoise aux pays sous-développés a atteint un niveau sans précédent. Depuis 1954, les prêts et les crédits du camp sino-soviétique ont dépassé quatre milliards de dollars, et Moscou en a fourni les trois quarts. Les principaux bénéficiaires sont la République arabe unie, l'Inde et l'Indonésie. Ils ont reçu environ 68 pour cent de cette aide. Le reste va à dix-huit autres pays. Parmi les derniers à accepter l'assistance sino-soviétique, se trouvent le Ghana et Cuba.

Rien mieux que cette technique, nous fait comprendre l'importance que Moscou et Pékin attachent à la guerre froide qui met aux prises l'Est et l'Ouest dans les pays sous-développés, et dont l'enjeu est la conquête idéologique de l'Asie et de l'Afrique par le bloc communiste.

Qu'elle fosse aussi sa part

La Chambre de commerce du Canada demande au gouvernement fédéral de tout mettre en oeuvre en vue de créer un plus grand nombre d'emplois et de favoriser un essor accru de l'entreprise privée. Dans le document qu'elle a soumis au premier ministre et à son cabinet, elle insiste sur l'urgence d'une action concertée, de la part du gouvernement fédéral, dans les domaines du fisc, du commerce, de la défense, du tourisme, de la voirie, des communications fluviales et maritimes, partout enfin où l'on verrait un moyen de vivifier la vie économique du pays et, partant, d'augmenter le nombre des emplois.

"Pour atteindre ce but, on a élaboré des règlements, on a placé les débats sous la présidence d'un Orateur dont l'impartialité est la grande qualité. Malgré cela, il ne sera pas atteint si tous et chacun des membres de la Chambre ne font pas preuve d'un esprit de "fair play" qui est, en définitive, l'épine dorsale du système."

L'un des vices de la vie politique québécoise, c'est le patronage. Un autre consiste dans l'obstruction systématique en Chambre. On vient d'en voir de malheureux exemples. Voilà une pratique que, d'un côté ou de l'autre, tous les députés à la législature de Québec devraient mettre au rancart.

Le mouvement lancé en 1935 par quelques étudiants et éducateurs ne montre, après 25 ans, aucun signe de déclin. Au contraire, la JEC n'a jamais cessé de se développer depuis sa naissance; son champ d'action s'est considérablement élargi et ses effectifs sont aujourd'hui nombreux. La JEC canadienne compte présentement 22 fédérations de garçons et 22 de filles; elle atteint au total 1903 écoles réparties dans les provinces suivantes: Québec, Ontario, Nouveau-Brunswick, Saskatchewan, Manitoba et Alberta.

Le tirage des publications de la JEC donne une assez bonne idée de l'influence du mouvement sur le milieu étudiant. Les bulletins publiés par la JEC à l'intention des différentes catégories d'étudiants atteignent un tirage de quelque 85,000 exemplaires. Or ce ne sont pas là les seules publications par lesquelles la JEC rejoint les étudiants. Les journaux Claire et François cumulent un tirage de 94,000, tandis que le tirage de Vie étudiante dépasse 40,000.

Depuis sa fondation, la JEC a toujours eu le souci d'être de son temps, de s'adapter aux besoins nouveaux des étudiants, à leurs préoccupations; bref, d'évoluer au rythme des hommes et des techniques de son temps. Ce ne fut pas toujours une mince tâche, mais la JEC canadienne n'a jamais trahi son idéal.

Par exemple, à l'époque de la belle époque, c'est-à-dire de 1942 à 1947, le JEC a vu naître et se développer quantité de "services" créés par les étudiants et dirigés par eux: services de liturgie, services d'entraide scolaire, caisses scolaires d'épargne, coopératives étudiantes, Corporation des Écoliers Griffonneurs, Villages étudiants.

Ces organismes, en plus de prouver que la JEC n'était pas affaire de palabres et de réunions, ont assuré un prolongement efficace et permanent aux idées développées par le mouvement dans ses multiples programmes. Ils ont remplacé certaines carences du milieu étudiant et ont créé chez les étudiants des habitudes sociales chrétiennes.

Une autre initiative prise par la JEC qui mérite d'être soulignée: la création de la Commission étudiante du cinéma. Cette Commission se proposait d'abord de faire réfléchir sur l'attitude des étudiants devant le cinéma et d'éveiller les éducateurs à ce problème, ensuite de faire découvrir les valeurs artistiques dont le septième art était porteur. A cette fin des clubs étudiants furent organisés un peu partout et fut créée une revue consacrée exclusivement au cinéma, "Découpages".

La JEC s'est toujours efforcée de donner aux étudiants une ouverture sur le monde; de les éveiller par exemple aux grands problèmes de la faim dans le monde, de la misère, de l'analphabétisme. Elle a invité les étudiants à entrer dans le grand courant de la fraternité universelle qui caractérise notre société actuelle.

Autant il est facile d'affirmer avec assurance que la JEC a rendu d'immenses services aux jeunes, au cours des vingt-cinq dernières années, autant il est difficile de mesurer avec certitude l'influence réelle qu'elle a eue sur la classe étudiante. Il est en effet impossible de ramener à des proportions visibles et mesurables l'aide d'instruments précis l'oeuvre de la JEC. Un mouvement d'Action catholique n'a d'autre ambition que de faciliter le cheminement de la grâce dans les âmes, et c'est pourquoi les statistiques les plus précises laisseront toujours subsister une marge de mystère. C'est que, comme l'affirmait Saint-Exupéry, "l'essentiel est invisible pour les yeux".

Fière de son passé, la JEC s'engage avec espoir dans l'avenir. Dans la conjoncture historique actuelle, affirmée-elle, le monde des jeunes a une place de choix et devient de plus en plus un élément important dans le destin des peuples. Cette nouvelle situation demande que les étudiants accordent plus d'attention aux grandes aspirations qui se font jour dans le monde actuel.

Comme elle a su le faire dans le passé, la JEC relèvera les défis que l'avenir lui posera. Elle saura toujours s'aligner comme une force militante et travaillera sans cesse à faire rayonner davantage le Christ à l'oeuvre dans son Eglise.

CCC

# Problèmes d'histoire

Comment périt, en 1837, le patriote Joseph Dudoit?

Il eut l'épaule gauche et le crâne emportés par le premier boulet de canon tiré par les Anglais à la bataille de Saint-Denis, le 23 novembre 1837. Dudoit était né à Saint-Denis, en 1795, de Claude Dudoit et de Marie-Félix Goddu. Il avait été l'un des patriotes les plus ardents et l'on sait que Saint-Denis en comptait un bon nombre puisqu'on avait choisi cette localité pour livrer le combat aux Britanniques. Mais les patriotes avaient une bien piètre formation militaire. Dudoit avait épousé Scholastique Mongeau. Celle-ci se maria à un patriote Pierre Alarie. Lorsque vint le temps des conversations, elle réclama une somme de 28 livres pour effets pillés par les troupes. Mais la Commission des Pertes ne lui octroya qu'une indemnité de 8 livres.

Où naquit le célèbre abbé Louis Ango de Malzeret?

Il naquit en Normandie, en 1636. Son père se nommait Ango de Lamotte de Lozeau. Il fit ses études chez les Jésuites de La Flèche et à Paris. Il reçut la prêtrise en 1662. Il séjourna un an à l'Oratoire de M. de Bernières, à Caen. Puis, passé en Nouvelle-France, il fut sur-tout attaché au Séminaire de Québec où il fut professeur pendant cinquante-huit ans. Il fut aussi supérieur de cette maison à quatre reprises et pendant un total de trente et un ans. Il occupa en même temps plusieurs autres fonctions, dont celles de desservant de Notre-Dame-de-Québec, supérieur ecclésiastique de l'Hôtel-Dieu, chanoine et archidiacre de la cathédrale, grand-chantre de la cathédrale et grand-vicaire de l'évêque.

# La Bible vous parle

Si trônes et sceptres vous plaisent, souverains des peuples, honorez la Sagesse, afin de régner éternellement. (Sag. 8, 21) (Texte choisi par la Société catholique de la Bible)

# L'opinion du lecteur

N.D.R. — "Le Droit" publie avec plaisir sous cette rubrique, les lettres d'intérêt public qui répondent aux conditions suivantes: signature, adresse authentique, travail soigné. Nos recommandations en outre la concision et la clarté, les lettres dactylographées devant avoir double interligne. "Le Droit" n'assume pas la responsabilité des idées exprimées et doit se réserver le privilège d'abréger les lettres trop longues.

# Poste de police de Hull

M. le Rédacteur en chef, Votre collaborateur, M. Gérard Bernier, a parfaitement compris le sens des références qui s'abattent sur notre ville à un rythme accéléré. Il a aussi exprimé clairement sa compréhension lucide de la démocratie où c'est le voeu de la majorité qui prime. Or, les résultats du dernier référendum ne laissent plus planer de doute à ce sujet.

Ebranlé durement, le Conseil n'a certes pas raison de tout abandonner et de se désister de son mandat en attendant les élections. Il doit plutôt rechercher "la paix des braves", en arriver à ce compromis, peut-être pas idéal pour tous les intéressés, mais qui répondrait aux aspirations de nos concitoyens.

Or, il n'y en a pas un seul qui s'oppose à la construction d'un quartier général pour la Sécurité municipale. Mais, quant au prix, l'accord est loin de régner! Et pourtant, l'avertissement des 1er et 2 avril 1959 aurait dû suffire! Mais non! On est revenu à la charge, on a proposé un emprunt aussi considérable, mais en offrant, cette fois-ci, au même prix, un immeuble beaucoup plus petit, ayant un étage de moins, ne comportant pas de gymnase et qui comptait huit cellules de moins. Comment expliquer ce "rétrécissement" de l'immeuble?

Le premier plan, jugé trop onéreux, comportait des matériaux beaucoup moins coûteux. Peut-être qu'en revisant les plans du dernier règlement, on pourrait en diminuer sensiblement le coût. Quant à la proposition de M. l'échevin Guertin, elle a certes son mérite mais il y a deux choses que les contribuables de Hull n'oublieront pas. Tout d'abord M. Guertin a, à deux reprises, ratifié de son vote d'échevin les deux règlements battus. En second lieu, on ne saurait

# L'université Ste-Marie

M. le rédacteur en chef, Votre éditorial du jeudi, 17 novembre courant, n'a pas manqué de réjouir tous les esprits libres de préjugés qui ont à coeur l'avancement de l'enseignement, de l'éducation et de la culture au Canada d'expression française. Vos propos relatifs à la future université Sainte-Marie de Montréal, sont marqués au coin de la sagesse, de la lucidité, du gros bon sang et ils dénotent un réel souci d'un juste et légitime progrès dans le domaine de l'enseignement supérieur au Canada français.

Une enquête de l'Action nationale, intitulée "Nos universités sont-elles françaises?", a révélé une très dangereuse "américanisation" de nos maisons d'enseignement supérieur.

L'université Laval elle-même s'approprie à sectionner notre cours classique traditionnel en deux tronçons de cinq et de trois ans. Je n'ai personnellement que de grands éloges à faire des Jésuites: ce sont les seuls à posséder des traditions valables dans les divers domaines de la pédagogie, des lettres, des arts et des sciences. Ce sont de grands humanistes qui ne se sont pas laissés éblouir et envoûter outre mesure par la pseudo-pédagogie américaine alors que de soi-disant "pédagogues" de l'université Laval sont en voie de transformer nos institutions en décalques des High Schools et des collèges anglo-canadiens et américains.

Certains professeurs d'université (à Montréal et à Laval) ont été des "gavés": après avoir bénéficié de nombreuses bourses d'étude et de voyages en Europe et aux Etats-Unis, "aux frais de la princesse", i.e. aux dépens

des contribuables, ils manifestent aujourd'hui une attitude monopollitriche qui a quelque chose de vraiment infect. L'accès aux chaires universitaires devrait être l'objet d'un concours public, et l'attitude de "chasse-gardée" que prennent certains professeurs sombrerait dans le ridicule. L'université Ste-Marie sera probablement la seule université de langue française puisque toutes les autres sont contaminées par un hybridisme du plus mauvais aloi...

Un certain professeur d'université qui a signé la pétition à étudié quelques années en Europe et il est revenu au pays porteur d'un parchemin insignifiant. Depuis son retour, il fait des mains et des pieds pour "éliminer" les aspirants à des chaires d'université, enseignants qui, dans plusieurs cas, sont beaucoup plus compétents et moins fustistes que le professeur en question.

L'attitude de certains professeurs révèle bien tout le manque de sens social de notre pseudo-élite et de certains de nos intellectuels "frelates". Le refus de dialogue de certains professeurs d'universités, cantonnés dans leur égoïsme et dans leur petit monopole, en dit long sur le souci qu'ont ces hommes de faire progresser chez nous la culture et la science et de faire accéder le plus d'étudiants possible au palier universitaire. L'université Ste-Marie, j'en suis certain, manifera plus de largeur de vues et servira à créer plus de "débouchés" pour d'authentiques intellectuels que nos universités actuelles n'ont pas la perspective et l'intelligence d'utiliser.

# Contre le parler "joual"

M. le Rédacteur, Je me réjouis de cette campagne contre le parler "joual" amorcée par le livre du frère Untel. C'est là un problème auquel d'autres professeurs se sont attaqués avant lui, mais sans succès apparent. Si la campagne d'envyvergue qui se poursuit présentement n'atteint pas son but, ce serait plus que désespérant.

Selon le frère Untel, le peu d'importance que nos compatriotes attachent au bon parler français, serait attribuable au fait que pour eux, le français ne comporte aucune valeur économique. Il y a bien la fierté nationale, mais cette valeur-là ne dit plus grand-chose à nos gens. Nous avons pourtant la fierté baptismale, mais personne n'en parle. Pourquoi toujours ignorer ce motif d'agir qui doit être celui de tout vrai catholique. N'oublions pas qu'il y a un peuple qui se réclame de cette foi! Par conséquent, l'ambition de la vie de chacun de nos compatriotes fi-

G. B.

# La voie de navigation Rideau, l'oeuvre principale de John By

Par Léon BEDARD

L'oeuvre d'une vie, celle du lieutenant-colonel John By, ingénieur royal, telle est la voie de navigation Rideau. Construite d'abord pour des raisons de sécurité, elle a acquis rapidement une importance militaire et économique. Aujourd'hui, elle est devenue une voie réservée presque uniquement aux randonnées de plaisir.

Pour les gens d'Ottawa, on parle plus facilement de canal Rideau. Et ils sont bien peu nombreux ceux qui savent par qui, en quelle année et pourquoi il a été construit. C'est une chose qui est là, qu'on côtoie tous les jours, en automobile, ou qu'on sillonne en canot, mais qu'on serait bien en peine d'expliquer. La capitale est pleine de ces trésors historiques qui ne demandent qu'à être découverts et exploités. Le présent article est un effort en ce sens.

Bien qu'elle ne comprenne que huit milles et demi de canal proprement dit, c'est-à-dire entre la rivière Outaouais et Hog's Back, la voie de navigation Rideau s'étend sur une distance de 131 milles au total. Cette voie est le trait d'union entre le lac Ontario et la rivière Outaouais, entre les deux villes de Kingston et d'Ottawa. Elle commence au pied de la colline du parlement, passe par la rivière Rideau, les lacs du même nom et la rivière Cataract. Son plus haut point, Summit Lake ou petit lac Rideau, se trouve à 162 pieds au-dessus du niveau du lac Ontario, et à 277 pieds au-dessus de celui de la rivière Outaouais. Les embarcations qui y naviguent passent par 47 écluses, dont 8 à Ottawa. On peut dire que si le canal Rideau a autrefois joué un rôle important, aujourd'hui il ne sert pratiquement plus, si ce n'est aux randonnées de plaisir.

lord Dalhousie acheta presque aussitôt la propriété limitée par la rivière Outaouais, la rivière Rideau, les ruis Rideau et Wellington, et la rue Bronson. Trois ans plus tard, en 1826, le gouvernement anglais nomma officiellement pour diriger les travaux, un lieutenant-colonel du nom de John By, ingénieur royal.

Après la guerre de 1812-1815 contre les États-Unis, Sa Majesté se rendit compte que ses positions en Amérique n'étaient pas très fermes, à cause de leur proximité de la frontière américaine. On parla de la possibilité d'une route par la rivière Rideau.

Et, avec la paix qui suivit, l'Angleterre mit plusieurs projets à l'étude. Un seul retint l'attention: la construction d'une voie navigable, entre le lac Ontario et la rivière Outaouais. Le 27 avril 1816, le lieutenant Jebb, des ingénieurs royaux, reçut l'ordre d'arpenter les parcours possibles et de préparer un plan. Pour une raison ou pour une autre, celui-ci resta lettre morte. Ce ne fut qu'en 1822 que l'on décida de passer à l'action. Trois expéditions furent organisées. La première partie de Belleville, aboutit à Pembroke; la seconde partit de Kingston pour arriver à Hawkesbury; la troisième, enfin, partit de Kingston et, en suivant la rivière Rideau, arriva à la rivière Outaouais, tout près des chutes Chaudières.

Prévoyant l'embouchure probable du canal sur l'Outaouais, John By ne perd pas de temps. En juin 1827, les 7e et 15e compagnies des sapeurs et mineurs royaux, comprenant 81 hommes chacune, arrivent à Bytown.

L'argent nécessaire pour couvrir les dépenses est transporté d'Angleterre, dans des petits barils, jusqu'à Montréal et de là, à Bytown, en canots d'écorce. L'excavation des huit premières écluses, près de la rivière Ottawa, est confiée à l'entrepreneur Pennyfather, et l'érection des murs, à Thomas MacKay.

La première pierre du canal est posée le 16 août 1827, par le célèbre explorateur, Sir John Franklin, de passage à Bytown. Puis, le 29 septembre suivant, lord Dalhousie, l'un des responsables du projet, pose la pierre angulaire de la première écluse. Au même moment, en guise de salut d'artillerie, on fait sauter une charge de poudre dans les carrières avoisinantes et, en guise de baptême, un tonneau de rhum est ouvert et son contenu distribué aux ouvriers. Le soir, on allume un grand feu de joie. Les travaux sont en cours.

A la demande de By, et après enquête, une commission royale approuve, en 1828, la construction d'écluses en pierre de 133 pieds sur 33, d'une profondeur de 5 pieds et demi, pour permettre la navigation des bateaux à vapeur.

On trouve tous les matériaux de construction dans le voisinage immédiat du canal. La pierre est extraite de chaque côté de l'excavation. Le ciment est fabriqué à Hull. Pour alimenter les vannes, on creuse un bassin à la hauteur de la huitième écluse. Et à partir de ce réservoir jusqu'à l'extrémité de la rue Nicholas, on creuse une large tranchée, sur une distance d'environ trois quarts de mille, pour arriver à un ravin naturel, où l'eau se précipite dans la rivière Rideau, près de Hurdman. Au bout de la rue Nicholas, on élève un remblai, afin d'arrêter l'eau et d'y maintenir un certain niveau, jusqu'au marais Dow. On en construit bientôt un second qui, empêchant l'eau de s'écouler dans l'Outaouais, forme le lac Dow. De là, on canalise l'eau jusqu'à Hog's Back, jusqu'à la rivière Rideau, où on construit un barrage pour maintenir le niveau d'eau jusqu'à Black Rapids.

Le gouvernement anglais trouva le coût total de la voie de navigation Rideau exorbitant. John By devint en quelque sorte le bouc émissaire de la nouvelle administration anglaise, qui voulut le censurer parce qu'il avait exécuté les ordres du gouvernement précédent. Rappelé en Angleterre, il ne revint jamais. Il fut, par la suite, exonéré de tout blâme. Des experts qui ont examiné les travaux ont présumé qu'ils avaient coûté 25 p. cent de moins que tous autres de ce genre, en Amérique du Nord. Plusieurs se portent à la défense de By, et si une minorité critiquait cette dépense, la grande majorité était convaincue de sa nécessité pour le bien général du pays. "Bien que conçu par des raisons stratégiques, le canal contribua en même temps au développement du pays en attirant des ouvriers qui s'y établirent définitivement", écrit M. Lucien Brault, historien bien connu de la région. Du reste, la plupart des auteurs qui ont écrit sur Ottawa, attribuent l'établissement de la ville à la construction du canal Rideau et de la voie de navigation Rideau.

Après la guerre de 1812-1815 contre les États-Unis, Sa Majesté se rendit compte que ses positions en Amérique n'étaient pas très fermes, à cause de leur proximité de la frontière américaine. On parla de la possibilité d'une route par la rivière Rideau.

Et, avec la paix qui suivit, l'Angleterre mit plusieurs projets à l'étude. Un seul retint l'attention: la construction d'une voie navigable, entre le lac Ontario et la rivière Outaouais. Le 27 avril 1816, le lieutenant Jebb, des ingénieurs royaux, reçut l'ordre d'arpenter les parcours possibles et de préparer un plan. Pour une raison ou pour une autre, celui-ci resta lettre morte. Ce ne fut qu'en 1822 que l'on décida de passer à l'action. Trois expéditions furent organisées. La première partie de Belleville, aboutit à Pembroke; la seconde partit de Kingston pour arriver à Hawkesbury; la troisième, enfin, partit de Kingston et, en suivant la rivière Rideau, arriva à la rivière Outaouais, tout près des chutes Chaudières.

Prévoyant l'embouchure probable du canal sur l'Outaouais, John By ne perd pas de temps. En juin 1827, les 7e et 15e compagnies des sapeurs et mineurs royaux, comprenant 81 hommes chacune, arrivent à Bytown.

L'argent nécessaire pour couvrir les dépenses est transporté d'Angleterre, dans des petits barils, jusqu'à Montréal et de là, à Bytown, en canots d'écorce. L'excavation des huit premières écluses, près de la rivière Ottawa, est confiée à l'entrepreneur Pennyfather, et l'érection des murs, à Thomas MacKay.

Le traité de Versailles accordait aux États-Unis, en 1763, avec l'indépendance, un territoire comprenant les Grands lacs, la rive sud du St-Laurent, à partir du lac Ontario, jusqu'à St-Régis, à 80 milles de Montréal.

Après la guerre de 1812-1815 contre les États-Unis, Sa Majesté se rendit compte que ses positions en Amérique n'étaient pas très fermes, à cause de leur proximité de la frontière américaine. On parla de la possibilité d'une route par la rivière Rideau.

Et, avec la paix qui suivit, l'Angleterre mit plusieurs projets à l'étude. Un seul retint l'attention: la construction d'une voie navigable, entre le lac Ontario et la rivière Outaouais. Le 27 avril 1816, le lieutenant Jebb, des ingénieurs royaux, reçut l'ordre d'arpenter les parcours possibles et de préparer un plan. Pour une raison ou pour une autre, celui-ci resta lettre morte. Ce ne fut qu'en 1822 que l'on décida de passer à l'action. Trois expéditions furent organisées. La première partie de Belleville, aboutit à Pembroke; la seconde partit de Kingston pour arriver à Hawkesbury; la troisième, enfin, partit de Kingston et, en suivant la rivière Rideau, arriva à la rivière Outaouais, tout près des chutes Chaudières.

Prévoyant l'embouchure probable du canal sur l'Outaouais, John By ne perd pas de temps. En juin 1827, les 7e et 15e compagnies des sapeurs et mineurs royaux, comprenant 81 hommes chacune, arrivent à Bytown.

L'argent nécessaire pour couvrir les dépenses est transporté d'Angleterre, dans des petits barils, jusqu'à Montréal et de là, à Bytown, en canots d'écorce. L'excavation des huit premières écluses, près de la rivière Ottawa, est confiée à l'entrepreneur Pennyfather, et l'érection des murs, à Thomas MacKay.

La première pierre du canal est posée le 16 août 1827, par le célèbre explorateur, Sir John Franklin, de passage à Bytown. Puis, le 29 septembre suivant, lord Dalhousie, l'un des responsables du projet, pose la pierre angulaire de la première écluse. Au même moment, en guise de salut d'artillerie, on fait sauter une charge de poudre dans les carrières avoisinantes et, en guise de baptême, un tonneau de rhum est ouvert et son contenu distribué aux ouvriers. Le soir, on allume un grand feu de joie. Les travaux sont en cours.

A la demande de By, et après enquête, une commission royale approuve, en 1828, la construction d'écluses en pierre de 133 pieds sur 33, d'une profondeur de 5 pieds et demi, pour permettre la navigation des bateaux à vapeur.

On trouve tous les matériaux de construction dans le voisinage immédiat du canal. La pierre est extraite de chaque côté de l'excavation. Le ciment est fabriqué à Hull. Pour alimenter les vannes, on creuse un bassin à la hauteur de la huitième écluse. Et à partir de ce réservoir jusqu'à l'extrémité de la rue Nicholas, on creuse une large tranchée, sur une distance d'environ trois quarts de mille, pour arriver à un ravin naturel, où l'eau se précipite dans la rivière Rideau, près de Hurdman. Au bout de la rue Nicholas, on élève un remblai, afin d'arrêter l'eau et d'y maintenir un certain niveau, jusqu'au marais Dow. On en construit bientôt un second qui, empêchant l'eau de s'écouler dans l'Outaouais, forme le lac Dow. De là, on canalise l'eau jusqu'à Hog's Back, jusqu'à la rivière Rideau, où on construit un barrage pour maintenir le niveau d'eau jusqu'à Black Rapids.

Le gouvernement anglais trouva le coût total de la voie de navigation Rideau exorbitant. John By devint en quelque sorte le bouc émissaire de la nouvelle administration anglaise, qui voulut le censurer parce qu'il avait exécuté les ordres du gouvernement précédent. Rappelé en Angleterre, il ne revint jamais. Il fut, par la suite, exonéré de tout blâme. Des experts qui ont examiné les travaux ont présumé qu'ils avaient coûté 25 p. cent de moins que tous autres de ce genre, en Amérique du Nord. Plusieurs se portent à la défense de By, et si une minorité critiquait cette dépense, la grande majorité était convaincue de sa nécessité pour le bien général du pays. "Bien que conçu par des raisons stratégiques, le canal contribua en même temps au développement du pays en attirant des ouvriers qui s'y établirent définitivement", écrit M. Lucien Brault, historien bien connu de la région. Du reste, la plupart des auteurs qui ont écrit sur Ottawa, attribuent l'établissement de la ville à la construction du canal Rideau et de la voie de navigation Rideau.

Après la guerre de 1812-1815 contre les États-Unis, Sa Majesté se rendit compte que ses positions en Amérique n'étaient pas très fermes, à cause de leur proximité de la frontière américaine. On parla de la possibilité d'une route par la rivière Rideau.

Et, avec la paix qui suivit, l'Angleterre mit plusieurs projets à l'étude. Un seul retint l'attention: la construction d'une voie navigable, entre le lac Ontario et la rivière Outaouais. Le 27 avril 1816, le lieutenant Jebb, des ingénieurs royaux, reçut l'ordre d'arpenter les parcours possibles et de préparer un plan. Pour une raison ou pour une autre, celui-ci resta lettre morte. Ce ne fut qu'en 1822 que l'on décida de passer à l'action. Trois expéditions furent organisées. La première partie de Belleville, aboutit à Pembroke; la seconde partit de Kingston pour arriver à Hawkesbury; la troisième, enfin, partit de Kingston et, en suivant la rivière Rideau, arriva à la rivière Outaouais, tout près des chutes Chaudières.

Prévoyant l'embouchure probable du canal sur l'Outaouais, John By ne perd pas de temps. En juin 1827, les 7e et 15e compagnies des sapeurs et mineurs royaux, comprenant 81 hommes chacune, arrivent à Bytown.

L'oeuvre d'une vie, celle du lieutenant-colonel John By, ingénieur royal, telle est la voie de navigation Rideau. Construite d'abord pour des raisons de sécurité, elle a acquis rapidement une importance militaire et économique. Aujourd'hui, elle est devenue une voie réservée presque uniquement aux randonnées de plaisir.

Pour les gens d'Ottawa, on parle plus facilement de canal Rideau. Et ils sont bien peu nombreux ceux qui savent par qui, en quelle année et pourquoi il a été construit. C'est une chose qui est là, qu'on côtoie tous les jours, en automobile, ou qu'on sillonne en canot, mais qu'on serait bien en peine d'expliquer. La capitale est pleine de ces trésors historiques qui ne demandent qu'à être découverts et exploités. Le présent article est un effort en ce sens.

Bien qu'elle ne comprenne que huit milles et demi de canal proprement dit, c'est-à-dire entre la rivière Outaouais et Hog's Back, la voie de navigation Rideau s'étend sur une distance de 131 milles au total. Cette voie est le trait d'union entre le lac Ontario et la rivière Outaouais, entre les deux villes de Kingston et d'Ottawa. Elle commence au pied de la colline du parlement, passe par la rivière Rideau, les lacs du même nom et la rivière Cataract. Son plus haut point, Summit Lake ou petit lac Rideau, se trouve à 162 pieds au-dessus du niveau du lac Ontario, et à 277 pieds au-dessus de celui de la rivière Outaouais. Les embarcations qui y naviguent passent par 47 écluses, dont 8 à Ottawa. On peut dire que si le canal Rideau a autrefois joué un rôle important, aujourd'hui il ne sert pratiquement plus, si ce n'est aux randonnées de plaisir.

Après la guerre de 1812-1815 contre les États-Unis, Sa Majesté se rendit compte que ses positions en Amérique n'étaient pas très fermes, à cause de leur proximité de la frontière américaine. On parla de la possibilité d'une route par la rivière Rideau.

Et, avec la paix qui suivit, l'Angleterre mit plusieurs projets à l'étude. Un seul retint l'attention: la construction d'une voie navigable, entre le lac Ontario et la rivière Outaouais. Le 27 avril 1816, le lieutenant Jebb, des ingénieurs royaux, reçut l'ordre d'arpenter les parcours possibles et de préparer un plan. Pour une raison ou pour une autre, celui-ci resta lettre morte. Ce ne fut qu'en 1822 que l'on décida de passer à l'action. Trois expéditions furent organisées. La première partie de Belleville, aboutit à Pembroke; la seconde partit de Kingston pour arriver à Hawkesbury; la troisième, enfin, partit de Kingston et, en suivant la rivière Rideau, arriva à la rivière Outaouais, tout près des chutes Chaudières.

Prévoyant l'embouchure probable du canal sur l'Outaouais, John By ne perd pas de temps. En juin 1827, les 7e et 15e compagnies des sapeurs et mineurs royaux, comprenant 81 hommes chacune, arrivent à Bytown.

L'argent nécessaire pour couvrir les dépenses est transporté d'Angleterre, dans des petits barils, jusqu'à Montréal et de là, à Bytown, en canots d'écorce. L'excavation des huit premières écluses, près de la rivière Ottawa, est confiée à l'entrepreneur Pennyfather, et l'érection des murs, à Thomas MacKay.

La première pierre du canal est posée le 16 août 1827, par le célèbre explorateur, Sir John Franklin, de passage à Bytown. Puis, le 29 septembre suivant, lord Dalhousie, l'un des responsables du projet, pose la pierre angulaire de la première écluse. Au même moment, en guise de salut d'artillerie, on fait sauter une charge de poudre dans les carrières avoisinantes et, en guise de baptême, un tonneau de rhum est ouvert et son contenu distribué aux ouvriers. Le soir, on allume un grand feu de joie. Les travaux sont en cours.

A la demande de By, et après enquête, une commission royale approuve, en 1828, la construction d'écluses en pierre de 133 pieds sur 33, d'une profondeur de 5 pieds et demi, pour permettre la navigation des bateaux à vapeur.

On trouve tous les matériaux de construction dans le voisinage immédiat du canal. La pierre est extraite de chaque côté de l'excavation. Le ciment est fabriqué à Hull. Pour alimenter les vannes, on creuse un bassin à la hauteur de la huitième écluse. Et à partir de ce réservoir jusqu'à l'extrémité de la rue Nicholas, on creuse une large tranchée, sur une distance d'environ trois quarts de mille, pour arriver à un ravin naturel, où l'eau se précipite dans la rivière Rideau, près de Hurdman. Au bout de la rue Nicholas, on élève un remblai, afin d'arrêter l'eau et d'y maintenir un certain niveau, jusqu'au marais Dow. On en construit bientôt un second qui, empêchant l'eau de s'écouler dans l'Outaouais, forme le lac Dow. De là, on canalise l'eau jusqu'à Hog's Back, jusqu'à la rivière Rideau, où on construit un barrage pour maintenir le niveau d'eau jusqu'à Black Rapids.

Le gouvernement anglais trouva le coût total de la voie de navigation Rideau exorbitant. John By devint en quelque sorte le bouc émissaire de la nouvelle administration anglaise, qui voulut le censurer parce qu'il avait exécuté les ordres du gouvernement précédent. Rappelé en Angleterre, il ne revint jamais. Il fut, par la suite, exonéré de tout blâme. Des experts qui ont examiné les travaux ont présumé qu'ils avaient coûté 25 p. cent de moins que tous autres de ce genre, en Amérique du Nord. Plusieurs se portent à la défense de By, et si une minorité critiquait cette dépense, la grande majorité était convaincue de sa nécessité pour le bien général du pays. "Bien que conçu par des raisons stratégiques, le canal contribua en même temps au développement du pays en attirant des ouvriers qui s'y établirent définitivement", écrit M. Lucien Brault, historien bien connu de la région. Du reste, la plupart des auteurs qui ont écrit sur Ottawa, attribuent l'établissement de la ville à la construction du canal Rideau et de la voie de navigation Rideau.

Après la guerre de 1812-1815 contre les États-Unis, Sa Majesté se rendit compte que ses positions en Amérique n'étaient pas très fermes, à cause de leur proximité de la frontière américaine. On parla de la possibilité d'une route par la rivière Rideau.

Et, avec la paix qui suivit, l'Angleterre mit plusieurs projets à l'étude. Un seul retint l'attention: la construction d'une voie navigable, entre le lac Ontario et la rivière Outaouais. Le 27 avril 1816, le lieutenant Jebb, des ingénieurs royaux, reçut l'ordre d'arpenter les parcours possibles et de préparer un plan. Pour une raison ou pour une autre, celui-ci resta lettre morte. Ce ne fut qu'en 1822 que l'on décida de passer à l'action. Trois expéditions furent organisées. La première partie de Belleville, aboutit à Pembroke; la seconde partit de Kingston pour arriver à Hawkesbury; la troisième, enfin, partit de Kingston et, en suivant la rivière Rideau, arriva à la rivière Outaouais, tout près des chutes Chaudières.

Prévoyant l'embouchure probable du canal sur l'Outaouais, John By ne perd pas de temps. En juin 1827, les 7e et 15e compagnies des sapeurs et mineurs royaux, comprenant 81 hommes chacune, arrivent à Bytown.

## La loi sur l'aide à la construction étudiée au Sénat

(PC) — Une loi du gouvernement portant sur l'aide à la construction de cités universitaires a reçu l'épithète de discriminatoire lorsque la lecture finale fut donnée de cette loi, la première de cette jeune session.

Il est difficile de créer quelque chose à partir du néant, s'est exclamé M. Douglas Fischer, député de Port-Arthur, professeur de high school, membre du PSD, qui a infructueusement cherché à amender le bill afin que l'aide fédérale s'applique à un plus grand nombre d'institutions.

La Chambre a approuvé sans vote de nombreux amendements à la loi nationale sur l'habitation; cette première loi permettra de libérer les Communes pour sa session commencée le 17 novembre; aux Communes on veut travailler rapidement pour faire adopter des mesures proposées par le gouvernement comme antidotes au chômage.

## Le saxophoniste Brodie au Morning Music Club le 5

Le Morning Music Club d'Ottawa présentera le 5 décembre au Glebe, Paul Brodie, de Toronto, l'unique saxophoniste professionnel de concert au Canada.

Brodie vient de faire ses débuts new yorkais le 18 dernier au Town Hall. A l'occasion de ce voyage, il se rendait à Manhattan pour y signer cinq importants contrats.

Brodie a également été vu à la télévision, notamment aux spectacles de Dave Garroway et de Ed Sullivan. Il a à son compte plusieurs enregistrements pour Columbia.

Il y a deux ans, le saxophoniste de renom, qui est maître de musique de l'Université du Michigan, fit une tournée des écoles secondaires de l'Ontario. Il déclara à cette occasion: "Imaginez-vous que l'on s'attendait à un joueur de 'blues'. Quelle surprise quand ils entendirent du classique sur le saxophone."

Brodie a toujours aimé la musique. Dès son plus jeune âge, il demanda un piano à ses parents qui ne purent le lui offrir. A 13 ans, il était obsédé par la clarinette. Son père n'avait pas d'objection à cet instrument, cependant Paul dut travailler pour se le payer. Il pelletait de la neige et transportait de la cendre.

Au cours de ses deux dernières années d'école secondaire, Brodie s'attacha définitivement au saxophone et en fit l'instrument de sa vie.



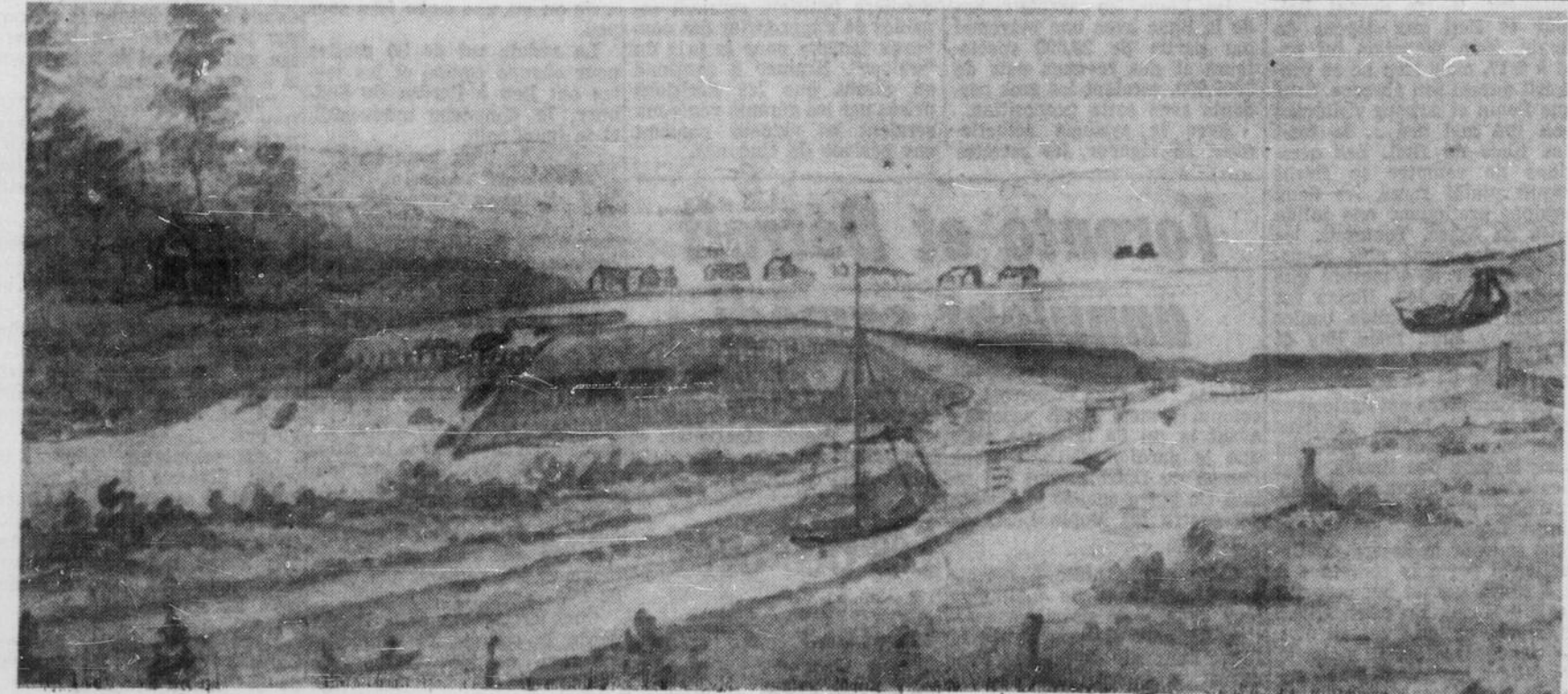
LES CONTRIBUABLES DE STURGEON FALLS auront à choisir leur prochain maire entre ces trois hommes. Des cinq personnes nommées comme candidats à la mairie de cette ville, MM. Jean Vaillant, Gustave Leblanc et René Bourassa se sont qualifiés et sont demeurés sur les rangs. M. Vaillant et M. Bourassa sont d'anciens conseillers, tandis que M. Leblanc est le maire actuel de cette ville de 6,300 âmes. (Photo J.-G. Bigras)



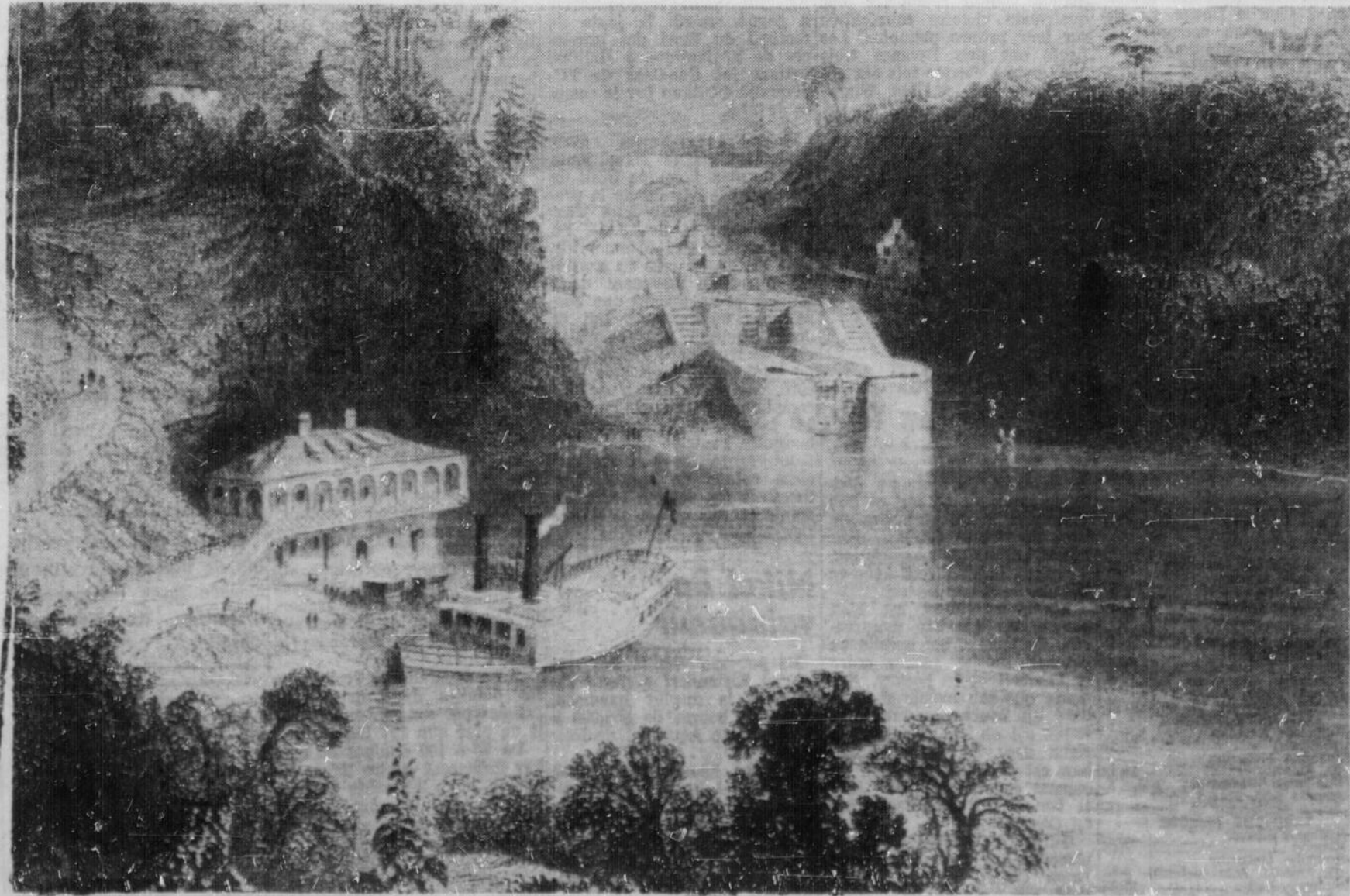
CANDIDATS A WIDDIFIELD — MM. Jack Bolton et Wilfrid C. Brochu, sont les deux candidats au poste de préfet du canton de Widdifield, aux élections qui s'y tiendront, le 12 décembre. M. Bolton est le préfet actuel, tandis que M. Brochu, qui est conseiller, est le président du comité de finance de cette municipalité. Un troisième candidat, M. Roland Martel, s'est qualifié aussitôt après la mise en nomination, vendredi soir, mais a retiré sa candidature, samedi après-midi. (Photo J.-G. Bigras)



ACCIDENT A STURGEON FALLS — Deux voitures sont entrées en collision, sur la rue Veumette, de Sturgeon Falls, samedi soir. Une, conduite par Aimé Turner, de Temiskaming, est venue en collision avec celle de M. Lucien Rivet, de Crystal Falls. Un passager dans l'auto de M. Turner, Jean-Baptiste Belonger, de Temiskaming, a reçu des coupures et a été traité à l'hôpital avant de retourner chez lui. Le passager de M. Rivet, Earl Veumette, de Sturgeon Falls, n'a pas été blessé. La Sûreté municipale de Sturgeon Falls a indiqué que des accusations seront probablement portées contre M. Turner. Les dommages sont très élevés, aux deux autos. On voit l'auto de M. Turner dans la photo. (Photo Ronald Goudreau)



LE BARRAGE DE HOG'S BACK, construit pour la première fois en novembre 1828, fut balayé par le dégel, le 3 avril suivant. A l'automne, on le reconstruisit, mais, encore au printemps, il céda sous la poussée des glaces. (Photo des Archives du Canada)



CES HUIT PREMIERES ECLUSES, à Ottawa, forment l'embouchure du canal Rideau. La première mesure 11 pieds de hauteur, et les sept autres, 10 pieds chacune, ce qui fait une montée totale de 81 pieds sur une distance de 1,090 pieds. Cette gravure date de 1842 et elle a été faite par W. H. Bartlett. (Photo des Archives du Canada)

## D. Charles Stuart de North Bay est reconnu coupable

TORONTO (PC) — Le propriétaire d'un hôtel de Toronto, un commerçant de bois de North Bay et deux avocats de New York ont été reconnus coupables jeudi d'un vol de \$960,000, en argent et en valeur, commis à la Brillind Mines Limited en 1957.

Le jury a prononcé un verdict de culpabilité après avoir délibéré pendant plus de deux jours et deux nuits. Ben Smith, co-propriétaire du Prince George Hotel, D. Charles Stuart, de North Bay, et Mes Stanley I. S. Schonbrun et Saul R. Rauch, de New York, ont été reconnus coupables de fraude dans cette affaire et le juge G. A. Gale rendra sa sentence le 1er décembre.

La Bourse de Toronto avait interdit l'accès du marché à la Brillind Mines le 30 novembre 1957.

## Une réunion de commissaires à Mont-Laurier

MONT-LAURIER (DNC) — Tous les commissaires d'écoles du diocèse de Mont-Laurier se réuniront le dimanche 27 novembre en cette même ville. Il y sera discuté des problèmes particuliers de chaque localité. Le conférencier invité sera M. Paul Desrochers, président général de la Fédération des commissions scolaires de la province de Québec. Cette assemblée se tiendra sous la présidence de M. Onésime Noël, de l'Annonciation.



LE LIEUTENANT-COLONEL JOHN BY est né à Londres, le 10 août 1779. Il a commencé sa carrière militaire à 20 ans, alors qu'il obtenait sa commission comme second lieutenant dans l'Artilleterie royale. Passé au corps des ingénieurs royaux, en 1799, il devait recevoir régulièrement des promotions jusqu'à ce que, le 24-embre 1824, il devienne lieutenant-colonel. Lorsque, en 1826, il était nommé directeur des travaux de construction de la voie de navigation Rideau, il revenait au Canada pour la deuxième fois, ayant travaillé aux fortifications de Québec. Rappelé par Sa Majesté, il mourut en Angleterre, le 1er février 1836, à l'âge de 57 ans, à Frant, dans le Sussex, où l'on a érigé une statue à sa mémoire. (Photo des Archives du Canada)